

**Bill 28**

**Government Bill**

**Projet de loi 28**

**Projet de loi du gouvernement**

---

1<sup>st</sup> Session, 39<sup>th</sup> Legislature,  
Manitoba,  
56 Elizabeth II, 2007

---

---

1<sup>re</sup> session, 39<sup>e</sup> législature,  
Manitoba,  
56 Elizabeth II, 2007

---

**BILL 28**

**PROJET DE LOI 28**

**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND  
TAX STATUTES AMENDMENT ACT, 2007**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2007 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

Honourable Mr. Selinger

M. le ministre Selinger

---

First Reading / Première lecture : \_\_\_\_\_

Second Reading / Deuxième lecture : \_\_\_\_\_

Committee / Comité : \_\_\_\_\_

Concurrence and Third Reading / Approbation et troisième lecture : \_\_\_\_\_

Royal Assent / Date de sanction : \_\_\_\_\_

---

## EXPLANATORY NOTE

---

This Bill implements measures in the 2007 Manitoba Budget, and makes various other amendments to tax and financial legislation.

### BUDGET MEASURES

The amendments to implement tax measures announced in the Budget include the following:

#### CORPORATION CAPITAL TAX (Part 1)

- reducing the tax rates as follows for fiscal years beginning after January 1, 2008 (except for Crown corporations and financial institutions):
  - from 0.3% to 0.2%, for corporations with a taxable amount not over \$10 million
  - from \$30,000 plus 2.5% on the taxable amount over \$10 million to \$20,000 plus 2.4% on the taxable amount over \$10 million, for corporations with a taxable amount over \$10 million but not over \$11 million
  - from 0.5% to 0.4%, for corporations with a taxable amount over \$11 million (s. 3)
- eliminating the quarterly instalments for corporations paying taxes of \$5,000 or less per year (s. 5)

#### HEALTH AND POST-SECONDARY EDUCATION TAX (Part 3)

- increasing the annual payroll exemption from \$1,000,000 to \$1,250,000, and increasing the threshold below which employers pay a reduced rate from \$2,000,000 to \$2,500,000 (s. 20)

#### INCOME TAX (Part 4)

- reducing the personal income tax rate for the middle tax bracket from 13% to 12.75% and raising the upper limit of the middle tax bracket from \$65,000 to \$66,000 (s. 25(2))

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le présent projet de loi permet la mise en œuvre des mesures prévues dans le budget de 2007 du Manitoba et apporte diverses autres modifications à des lois fiscales et financières.

### MESURES BUDGÉTAIRES

Figurent ci-dessous certaines des modifications visant à mettre en œuvre les mesures fiscales annoncées dans le budget.

#### IMPÔT SUR LE CAPITAL DES CORPORATIONS (partie 1)

- Le taux d'imposition des corporations est réduit de la façon suivante à compter des exercices commençant après le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (sauf pour les corporations de la Couronne et les institutions financières) :
  - il passe de 0,3 % à 0,2 %, lorsque leur montant imposable n'excède pas 10 000 000 \$;
  - il passe de 30 000 \$ plus 2,5 % de la partie de leur montant imposable qui excède 10 000 000 \$ à 20 000 \$ plus 2,4 % de la partie de leur montant imposable qui excède 10 000 000 \$, lorsque ce montant est supérieur à 10 000 000 \$ mais ne dépasse pas 11 000 000 \$;
  - il passe de 0,5 % à 0,4 %, lorsque leur montant imposable excède 11 000 000 \$ (art. 3).
- Les acomptes provisionnels trimestriels des corporations qui paient des impôts d'au plus 5 000 \$ par année sont éliminés (art. 5).

#### IMPÔT DESTINÉ AUX SERVICES DE SANTÉ ET À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE (partie 3)

- L'exemption relative à la rémunération annuelle versée aux employés est portée de 1 000 000 \$ à 1 250 000 \$ et le seuil sous lequel les employeurs paient un taux réduit passe de 2 000 000 \$ à 2 500 000 \$ (art. 20).

#### IMPÔT SUR LE REVENU (partie 4)

- Le taux d'imposition personnel s'appliquant à la tranche de revenu intermédiaire est ramené de 13 % à 12,75 % et le plafond de cette tranche passe de 65 000 \$ à 66 000 \$ [paragr. 25(2)].

- increasing the basic personal amount and the maximum spousal and eligible dependant amounts to \$8,034 (s. 26(1) to (3))
- adding provisions to parallel the federal children's fitness tax credit (s. 26(4))
- replacing the family tax reduction with a family tax benefit (s. 26(6) and 29)
- providing graduates with tuition fee income tax rebates (s. 24(2) and 28)
- increasing the education property tax credit base amount from \$400 to \$525 (s. 34 and 35)
- reducing the general corporate tax rate from 14% to 13% and the small business tax rate for active business income from 3% to 2% (s. 37)
- increasing the refundable portion of the manufacturing investment tax credit from 35% to 50% (s. 38)
- extending the film and video production tax credit for three more years to March 1, 2011 (s. 39)
- introducing a refundable green energy tax credit in relation to equipment manufactured and acquired to produce energy from certain renewable resources (s. 42)
- broadening the community enterprise development tax credit to include a new 30% non-refundable tax credit for investments in certain enterprises that require larger investments than can be provided through investments qualifying for the existing credit (s. 44)

#### INSURANCE CORPORATIONS TAX (Part 5)

- allowing the Minister of Finance to waive interest and penalties (s. 47)

#### PROPERTY TAX (Part 8)

- increasing the farmland school tax rebate (s. 61)

- Le montant personnel de base ainsi que les montants maximaux à l'égard du conjoint et pour personne à charge admissible passent à 8 034 \$ [paragr. 26(1) à (3)].
- Des dispositions correspondant aux dispositions fédérales prévoyant un crédit d'impôt pour la condition physique des enfants sont ajoutées [paragr. 26(4)].
- La réduction d'impôt pour les familles est remplacée par une prestation fiscale [paragr. 26(6) et art. 29].
- Un remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité est accordé aux diplômés [paragr. 24(2) et art. 28].
- Le montant de base du crédit foncier pour l'éducation passe de 400 \$ à 525 \$ (art. 34 et 35).
- Le taux général d'imposition des corporations est ramené de 14 % à 13 % et le taux d'imposition des petites entreprises à l'égard du revenu provenant d'entreprises exploitées activement passe de 3 % à 2 % (art. 37).
- La partie remboursable du crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication passe de 35 % à 50 % (art. 38).
- Le crédit d'impôt pour production de films et de vidéos fait l'objet d'une prolongation de trois ans et est maintenu jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2011 (art. 39).
- Un crédit d'impôt pour la production d'énergie verte est introduit à l'égard du matériel fabriqué et acquis en vue de la production d'énergie à partir de certaines ressources renouvelables (art. 42).
- Le crédit d'impôt pour l'expansion des entreprises dans les collectivités est étendu afin d'inclure un nouveau crédit d'impôt non remboursable de 30 % pour des placements dans certaines entreprises nécessitant des placements plus importants que ceux donnant droit au crédit actuel (art. 44).

#### IMPOSITION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE (partie 5)

- Le ministre des Finances est autorisé à renoncer aux intérêts et aux pénalités (art. 47).

#### TAXES FONCIÈRES (partie 8)

- Le remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles est augmenté (art. 61).

## RETAIL SALES TAX (Part 9)

- moving the tax on electricity and natural gas under Part I.1 of *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act* to *The Retail Sales Tax Act* (various sections)
- extending by two years the tax exemption for manure slurry tanks and liners for manure lagoons (s. 68)
- eliminating the requirement for small home-based businesses to collect and remit retail sales tax (s. 71)

## OTHER AMENDMENTS

Other amendments to tax statutes include the following:

- making corrections and minor amendments
- enhancing or streamlining various tax administration and collection measures
- exempting from motive fuel tax the biodiesel portion of blended motive fuel purchased before April 1, 2011 (s. 53)
- providing greater flexibility to purchasers paying retail sales tax on property brought into Manitoba for temporary use (s. 64)
- restructuring the existing exemption for non-profit organizations as an exception from the requirement to register as a vendor and to collect and remit retail sales tax in certain circumstances (s. 71)
- giving peace officers the powers of tax officers for certain purposes (s. 76)

In addition, amendments to *The Financial Administration Act* include the following:

- defining "government reporting entity" and "reporting organization", terms that are used in relation to summary budgets and financial statements (s. 101(3))
- requiring the government to provide audited summary financial statements for the government reporting entity instead of audited financial statements for the Consolidate Fund (s. 101(7))

## TAXE SUR LES VENTES AU DÉTAIL (partie 9)

- La taxe sur l'électricité et le gaz naturel visée à la partie I.1 de la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes* sera dorénavant régie par la *Loi de la taxe sur les ventes au détail* (divers articles).
- L'exemption de taxe applicable aux cuves à déjections et aux revêtements de bassins à déjections est prolongée de deux ans (art. 68).
- L'obligation pour les petites entreprises à domicile de percevoir et de remettre une taxe sur leurs ventes au détail est éliminée (art. 71).

## AUTRES MODIFICATIONS

Certaines des autres modifications apportées aux lois fiscales sont indiquées ci-dessous.

- Des corrections et des changements d'ordre mineur sont faits.
- L'administration et la perception des impôts et des taxes sont améliorées ou simplifiées.
- Le biodiesel contenu dans du carburant mélangé acheté avant le 1<sup>er</sup> avril 2011 est exempté de la taxe sur le carburant (art. 53).
- Les dispositions concernant le paiement de la taxe sur les ventes au détail à l'égard de biens apportés dans la province pour utilisation temporaire sont assouplies (art. 64).
- L'exemption actuelle visant les organismes sans but lucratif et selon laquelle ceux-ci ne sont pas tenus de s'inscrire à titre de marchands ainsi que de percevoir et de remettre la taxe sur les ventes au détail dans certaines circonstances est remaniée (art. 71).
- Les agents de la paix sont investis des pouvoirs des agents du fisc à certaines fins (art. 76).

De plus, la *Loi sur la gestion des finances publiques* fait l'objet de modifications, notamment celles indiquées ci-après.

- Les termes « entité comptable du gouvernement » et « organisme comptable » utilisés à l'égard des budgets et des états financiers sommaires sont définis [paragr. 101(3)].
- Le gouvernement est désormais obligé d'inclure les états financiers sommaires vérifiés de l'entité comptable du gouvernement plutôt que les états financiers vérifiés du Trésor [paragr. 101(7)].

- requiring reporting organizations to provide financial information in order to facilitate summary budgets and financial statements (s. 101(8))
- continuing the pension assets fund and regulating its use (s. 101(6))

- Les organismes comptables sont tenus de communiquer des renseignements financiers afin de faciliter l'établissement des budgets et des états financiers sommaires [paragr. 101(8)].
- Le Fonds d'amortissement des régimes de retraite est maintenu et son utilisation est réglementée [paragr. 101(6)].

**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND TAX  
STATUTES AMENDMENT ACT, 2007**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2007 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

<b>Part</b>	<b>Subject</b>	<b>Sections</b>	<b>Partie</b>	<b>Objet</b>	<b>Articles</b>
1	The Corporation Capital Tax Act	1-6	1	Loi de l'impôt sur le capital des corporations	1-6
2	The Gasoline Tax Act	7-16	2	Loi de la taxe sur l'essence	7-16
3	The Health and Post Secondary Education Tax Levy Act	17-22	3	Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire	17-22
4	The Income Tax Act	23-45	4	Loi de l'impôt sur le revenu	23-45
5	The Insurance Corporations Tax Act	46-49	5	Loi sur l'imposition des compagnies d'assurance	46-49
6	The Mining Tax Act	50	6	Loi sur la taxe minière	50
7	The Motive Fuel Tax Act	51-59	7	Loi de la taxe sur le carburant	51-59
8	The Property Tax and Insulation Assistance Tax Act	60-61	8	Loi sur l'aide en matière de taxes foncières et d'isolation thermique des résidences	60-61
9	The Retail Sales Tax Act	62-74	9	Loi de la taxe sur les ventes au détail	62-74
10	The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act	75-95	10	Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes	75-95
11	The Tobacco Tax Act	96-99	11	Loi de la taxe sur le tabac	96-99
12	Other amendments	100-104	12	Autres modifications	100-104
13	Coming into force	105	13	Entrée en vigueur	105

**BILL 28**

**THE BUDGET IMPLEMENTATION AND  
TAX STATUTES AMENDMENT ACT, 2007**

(Assented to \_\_\_\_\_ )

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

**PART 1**

**THE CORPORATION CAPITAL TAX ACT**

*C.C.S.M. c. C226 amended*

*1 The Corporation Capital Tax Act is amended by this Part.*

*2 Clause 4(3)(b) is amended by striking out "he fills orders which he receives" and substituting "the agent fills orders".*

**PROJET DE LOI 28**

**LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2007 ET  
MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS  
LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ**

(Date de sanction : \_\_\_\_\_ )

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

**PARTIE 1**

**LOI DE L'IMPÔT SUR LE CAPITAL  
DES CORPORATIONS**

*Modification du c. C226 de la C.P.L.M.*

*1 La présente partie modifie la Loi de l'impôt sur le capital des corporations.*

*2 L'alinéa 4(3)b) est modifié :*

*a) par adjonction, avant « d'un mandataire », de « par l'intermédiaire »;*

*b) par substitution, à « , grâce auxquelles il honore les commandes qu'il reçoit, », de « grâce auxquelles il honore des commandes, ».*

3(1) *Subsection 6(1) is amended*

(a) in the part before clause (a), by adding "or (3)" after "subsection (2)";

(b) in the part of clause (b) before subclause (i), by adding "and ends before January 2, 2008," after "2007,"; and

(c) by striking out "or" at the end of subclause (a)(ii), adding "or" at the end of subclause (b)(iii) and adding the following after clause (b):

(c) if the fiscal year begins after January 1, 2008,

(i) 0.2% of its amount taxable as at the close of the fiscal year, if the amount taxable does not exceed \$10,000,000.,

(ii) \$20,000. plus 2.4% of its amount taxable as at the close of the fiscal year in excess of \$10,000,000., if the amount taxable exceeds \$10,000,000. but does not exceed \$11,000,000., or

(iii) 0.4% of its amount taxable as at the close of the fiscal year, if the amount taxable exceeds \$11,000,000.

3(2) *The following is added after subsection 6(2):*

**Tax payable by Crown corporation**

**6(3)** A Crown corporation with a permanent establishment in Manitoba must pay a tax for each fiscal year that begins after January 1, 2008, equal to 0.5% of its amount taxable as at the close of the fiscal year.

4 *Section 15 is replaced with the following:*

**Deduction for capital used outside Manitoba**

**15** There may be deducted from the tax otherwise payable by a corporation for a fiscal year the amount determined by the following formula:

$$\text{Deduction} = T \times P / A$$

3(1) *Le paragraphe 6(1) est modifié :*

a) dans le passage introductif, par adjonction, après « paragraphe (2) », de « ou (3) »;

b) dans le passage introductif de l'alinéa b), par adjonction, après « 2007 », de « et se termine avant le 2 janvier 2008 »;

c) par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) si l'exercice commence après le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

(i) 0,2 % de son montant imposable à la clôture de l'exercice, si ce montant n'excède pas 10 000 000 \$,

(ii) 20 000 \$ plus 2,4 % de la partie de son montant imposable à la clôture de l'exercice qui excède 10 000 000 \$, si ce montant est supérieur à 10 000 000 \$ mais ne dépasse pas 11 000 000 \$,

(iii) 0,4 % de son montant imposable à la clôture de l'exercice, si ce montant excède 11 000 000 \$.

3(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 6(2), ce qui suit :*

**Impôt exigible — corporations de la Couronne**

**6(3)** Les corporations de la Couronne qui ont un établissement permanent au Manitoba paient pour chacun de leurs exercices commençant après le 1<sup>er</sup> janvier 2008 un impôt correspondant à 0,5 % de leur montant imposable à la clôture de l'exercice.

4 *L'article 15 est remplacé par ce qui suit :*

**Déduction relative au capital utilisé à l'extérieur du Manitoba**

**15** Il peut être déduit de l'impôt que la corporation est normalement tenue de payer pour un exercice le montant calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Déduction} = T \times P/A$$



In this formula,

T is the tax otherwise payable for the fiscal year;

P is the portion of the corporation's amount taxable as at the close of the fiscal year that is used by the corporation in jurisdictions outside Manitoba, determined in accordance with the regulations;

A is the corporation's amount taxable as at the close of the fiscal year.

5 *Sections 17 and 17.1 are replaced with the following:*

**Corporation to file return and pay tax**

**17(1)** For each fiscal year of a corporation in which it has a permanent establishment in Manitoba, the corporation, on or before the last day of the sixth month following the end of the fiscal year, must

(a) file a return with the minister; and

(b) pay to the minister the tax payable by the corporation for that year, less the total of the instalments paid by it on account of its tax payable for that year.

**Quarterly instalments**

**17(2)** A corporation must pay quarterly instalments on account of its tax payable for a fiscal year if

(a) its estimated tax payable for that year exceeds \$5,000. and it was not required to pay instalments for the immediately preceding fiscal year; or

(b) its tax payable for the immediately preceding fiscal year exceeded \$5,000.

**Due dates and amount of quarterly instalments**

**17(3)** The quarterly instalments payable under subsection (2) by a corporation for a fiscal year are payable on or before the 15th day of the 3rd, 6th, 9th and 12th months following the end of the immediately preceding fiscal year, and are equal to

(a) if clause (2)(a) applies, 25% of its estimated tax payable for that year; or

Dans la présente formule :

T représente l'impôt normalement payable pour l'exercice;

P représente la partie du montant imposable de la corporation à la clôture de l'exercice qui est utilisée par elle à l'extérieur du Manitoba, cette partie étant calculée en conformité avec les règlements;

A représente le montant imposable de la corporation à la clôture de l'exercice.

5 *Les articles 17 et 17.1 sont remplacés par ce qui suit :*

**Dépôt d'une déclaration et paiement de l'impôt**

**17(1)** La corporation doit, à l'égard de chaque exercice au cours duquel elle a un établissement permanent au Manitoba, au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant la fin de l'exercice :

a) déposer une déclaration auprès du ministre;

b) lui verser l'impôt qu'elle est tenue de payer pour cet exercice, moins le total des acomptes provisionnels qu'elle a versés au titre de l'impôt exigible pour le même exercice.

**Acomptes provisionnels trimestriels**

**17(2)** La corporation verse des acomptes provisionnels trimestriels au titre de l'impôt exigible pour un exercice dans les cas suivants :

a) l'impôt estimatif exigible pour l'exercice excède 5 000 \$ et elle n'était pas tenue de verser des acomptes provisionnels à l'égard de l'exercice précédent;

b) l'impôt exigible pour l'exercice précédent excédait 5 000 \$.

**Date d'exigibilité et montant des acomptes provisionnels trimestriels**

**17(3)** Les acomptes provisionnels trimestriels visés au paragraphe (2) sont versés au plus tard le 15<sup>e</sup> jour des 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> mois suivant la fin de l'exercice précédent et correspondent :

a) si l'alinéa (2)a s'applique, à 25 % de l'impôt estimatif exigible pour l'exercice;

- (b) if clause (2)(b) applies, 25% of the lesser of
- (i) its estimated tax payable for that year, and
  - (ii) its tax payable for that preceding fiscal year.

**Annual instalment**

**17(4)** If a corporation with tax payable for a fiscal year is not required to pay quarterly instalments for that year, the corporation must pay, as an instalment on account of the tax payable for that year, an amount equal to its tax payable for the immediately preceding fiscal year. The instalment is payable on or before the last day of the third month following the end of the fiscal year.

**Transitional**

**17(5)** When applying subsection (2) to a fiscal year commencing before January 2, 2008, the references in that subsection to "\$5,000." shall be read as "\$2,400."

6 *Sections 18 and 50 are repealed.*

b) si l'alinéa (2)b s'applique, à 25 % du moins élevé des montants suivants :

- (i) l'impôt estimatif exigible pour l'exercice,
- (ii) l'impôt exigible pour l'exercice précédent.

**Acompte provisionnel annuel**

**17(4)** La corporation qui doit payer un impôt pour un exercice mais qui n'est pas tenue de verser des acomptes provisionnels trimestriels à son égard verse au titre de l'impôt exigible pour cet exercice, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin du même exercice, un acompte provisionnel correspondant à l'impôt exigible pour l'exercice précédent.

**Disposition transitoire**

**17(5)** Pour l'application du paragraphe (2) à un exercice commençant avant le 2 janvier 2008, les mentions dans ce paragraphe de « 5 000 \$ » sont réputées être des mentions de « 2 400 \$ ».

6 *Les articles 18 et 50 sont abrogés.*

## PART 2

### THE GASOLINE TAX ACT

*C.C.S.M. c. G40 amended*

7 *The Gasoline Tax Act is amended by this Part.*

8 *Section 1 is amended*

*(a) by repealing the definition "leaded gasoline"; and*

*(b) by adding the following definition:*

**"farm building"** means a building used by a person, in the course of farming, exclusively for one or more of the following purposes:

(a) raising or keeping livestock for sale or for the sale of livestock products,

(b) growing crops — or storing crops grown by the person — for sale or for use as feed for livestock being raised or kept by the person for sale or for the sale of livestock products; (« bâtiment agricole »)

9 *Clause 2(1)(a) is repealed.*

10 *Clauses 2.1(3)(c) and (d) are replaced with the following:*

(c) for use only in heating or cooling a farm building; or

(d) for use only in drying crops with a grain dryer in the course of farming.

## PARTIE 2

### LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

*Modification du c. G40 de la C.P.L.M.*

7 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur l'essence.*

8 *L'article 1 est modifié :*

*a) par suppression de la définition de « essence avec plomb »;*

*b) par adjonction, en ordre alphabétique, de la définition suivante :*

**« bâtiment agricole »** Bâtiment utilisé par une personne, dans le cours d'activités agricoles, exclusivement à l'une ou plusieurs des fins suivantes :

a) l'élevage ou la garde d'animaux de ferme en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage;

b) la production de récoltes — ou l'entreposage de récoltes qu'elle produit — destinées à la vente ou devant servir d'aliments pour les animaux de ferme élevés ou gardés par elle en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage. ("farm building")

9 *L'alinéa 2(1)a) est abrogé.*

10 *Les alinéas 2.1(3)c) et d) sont remplacés par ce qui suit :*

c) pour le chauffage ou le refroidissement d'un bâtiment agricole;

d) pour le séchage de récoltes au moyen d'un séchoir à grains dans le cours d'activités agricoles.

11 *The following is added after subsection 2.2(3):*

**Refund of tax on gasoline used to produce electricity**

**2.2(3.1)** A purchaser of gasoline is entitled to a refund of the tax paid on that gasoline if

- (a) the gasoline is used by the purchaser to produce electricity for sale; and
- (b) the purchaser applies for the refund in accordance with subsection (4).

12(1) *Subsection 14(4) is amended by striking out "deemed to have been received by the collector during that period" and substituting "required to be remitted by the collector for that period".*

12(2) *Subsections 14(5) and (6) are repealed.*

13 *Subsection 18.2(2) is amended by striking out everything after "Consolidated Fund" and substituting "from the proceeds of the tax."*

14 *Subsection 18.3(3) is replaced with the following:*

**Obligations re licence and decals**

**18.3(3)** When a qualified motor vehicle is operated in Manitoba under a carrier licence,

- (a) the operator of the vehicle must
  - (i) carry a copy of the licence in the cab of the vehicle at all times,
  - (ii) produce the copy of the licence for inspection upon the request of a peace officer or other authorized person, and
  - (iii) ensure that carrier decals are affixed to the cab of the vehicle in accordance with the regulations; and

11 *Il est ajouté, après le paragraphe 2.2(3), ce qui suit :*

**Remboursement de la taxe — essence servant à produire de l'électricité**

**2.2(3.1)** L'acheteur d'essence a le droit d'obtenir un remboursement de la taxe qu'il a payée sur celle-ci s'il remplit les conditions suivantes :

- a) il l'utilise pour produire de l'électricité destinée à la vente;
- b) il demande le remboursement en conformité avec le paragraphe (4).

12(1) *Le paragraphe 14(4) est modifié par substitution, à « est réputé avoir reçu au cours de cette période », de « doit remettre pour cette période ».*

12(2) *Les paragraphes 14(5) et (6) sont abrogés.*

13 *Le paragraphe 18.2(2) est modifié par substitution, au passage qui suit « sur le Trésor », de « à l'aide du produit de la taxe. ».*

14 *Le paragraphe 18.3(3) est remplacé par ce qui suit :*

**Obligations concernant la licence et les autocollants**

**18.3(3)** Si un véhicule automobile admissible est exploité au Manitoba en vertu d'une licence de transporteur :

- a) le conducteur du véhicule :
  - (i) conserve une copie de la licence dans la cabine du véhicule à tout moment,
  - (ii) produit la copie de la licence pour examen à la demande d'un agent de la paix ou de toute autre personne autorisée,
  - (iii) fait en sorte que les autocollants de transporteur soient apposés sur la cabine du véhicule en conformité avec les règlements;

(b) the owner of the vehicle, if he or she is not the operator of it, must

(i) ensure that a copy of the licence is carried by the operator in the cab of the vehicle, and

(ii) ensure that carrier decals are affixed to the cab of the vehicle in accordance with the regulations.

b) le propriétaire du véhicule, s'il n'en est pas le conducteur :

(i) fait en sorte que le conducteur conserve une copie de la licence dans la cabine du véhicule,

(ii) fait en sorte que les autocollants de transporteur soient apposés sur la cabine du véhicule en conformité avec les règlements.

*15 The centred heading "RECORDS AND INFORMATION" before section 19 is replaced with "REFINERS' RETURNS".*

*15 L'intertitre précédant l'article 19 est remplacé par « DÉCLARATIONS DES RAFFINEURS ».*

*16 Section 37 and the centred heading before it are repealed.*

*16 L'article 37 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

### PART 3

#### THE HEALTH AND POST SECONDARY EDUCATION TAX LEVY ACT

*C.C.S.M. c. H24 amended*

17 *The Health and Post Secondary Education Tax Levy Act is amended by this Part.*

18 *The definition "remuneration" in section 1 is replaced with the following:*

"remuneration" includes

(a) any payment, benefit or allowance the amount or value of which is required by subsection 5(1) or section 6 or 7 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included, as income from an office or employment, in computing the income of a person, and

(b) the amount paid or value of anything contributed by an employer to a plan or trust for the benefit of one or more employees of the employer unless, upon the payment, provision or allocation of an amount or benefit under the plan or trust to or for the benefit of an employee, no amount would be required by subsection 5(1) or section 6 or 7 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included, as income from an office or employment, in computing the income of the employee,

but does not include

(c) a pension, annuity or superannuation benefit paid to a former employee after his or her retirement, or

(d) the amount or value of a payment or benefit received by an employee from or under a plan or trust referred to in clause (b), if the amount or value of the employer's contributions to the plan or trust has been included as remuneration; (« rémunération »)

19 *Subsection 2(6) is repealed.*

### PARTIE 3

#### LOI SUR L'IMPÔT DESTINÉ AUX SERVICES DE SANTÉ ET À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

*Modification du c. H24 de la C.P.L.M.*

17 *La présente partie modifie la Loi sur l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire.*

18 *La définition de « rémunération » figurant à l'article 1 est remplacée par ce qui suit :*

« rémunération » S'entend notamment :

a) de tout paiement, prestation ou allocation dont le montant ou la valeur doit, par application du paragraphe 5(1) ou de l'article 6 ou 7 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), être inclus à titre de revenu tiré d'une charge ou d'un emploi dans le calcul du revenu d'une personne;

b) du montant versé ou de la valeur de ce qui a été fourni par un employeur à un régime ou à une fiducie au profit d'au moins un de ses employés sauf si, lorsqu'un montant ou un avantage prévu par le régime ou la fiducie est versé, fourni ou attribué à un employé ou pour lui, aucun montant ne doit être inclus, par application des dispositions visées à l'alinéa a), à titre de revenu tiré d'une charge ou d'un emploi dans le calcul du revenu de l'employé.

La présente définition exclut :

c) toute pension, rente ou pension de retraite versée à un ex-employé après son départ à la retraite;

d) le montant ou la valeur d'un versement ou d'un avantage reçu par un employé au titre d'un régime ou d'une fiducie que vise l'alinéa b) si le montant ou la valeur de ce que l'employeur a fourni au régime ou à la fiducie a été inclus à titre de rémunération. ("remuneration")

19 *Le paragraphe 2(6) est abrogé.*

20(1) *Subsection 3(3.10) is amended*

(a) *in the part before clause (a), by striking out "Where in a year after 1997" and substituting "Subject to subsection (3.10.1), where in a year";*

(b) *in the formula in clause (a), and in clauses (c) and (f), by striking out "\$1,000,000." and substituting "\$1,250,000."; and*

(c) *in clauses (d), (e) and (f), by striking out "4.5% or 4.3%, as the case may be," and substituting "4.3%".*

20(2) *The following is added after subsection 3(3.10):*

**Transitional**

**3(3.10.1)** When applying subsection (3.10) to a year before 2008, the references in that subsection to "\$1,250,000." shall be read as "\$1,000,000."

20(3) *Subsection 3(3.12) is replaced with the following:*

**Exemption**

**3(3.12)** No tax is payable by an employer under subsection (3.1.1) for

(a) a year before 2008, if the total remuneration paid by the employer for the year is \$1,000,000. or less; or

(b) a year after 2007, if the total remuneration paid by the employer for the year is \$1,250,000. or less.

20(4) *Subsection 3(3.14) is replaced with the following:*

**Notch provision**

**3(3.14)** The tax payable by an employer under subsection (3.1.1) is 4.3% of the amount by which the total remuneration paid by the employer for the year exceeds

(a) \$1,000,000., if the year is before 2008 and that total remuneration is not more than \$2,000,000.; or

20(1) *Le paragraphe 3(3.10) est modifié :*

a) *dans le passage introductif :*

(i) *par substitution, à « Si », de « Sous réserve du paragraphe (3.10.1), si »,*

(ii) *par suppression de « postérieure à 1997 »;*

b) *dans la formule figurant à l'alinéa a) et dans les alinéas c) et f), par substitution, à « 1 000 000 \$ », de « 1 250 000 \$ »;*

c) *dans les alinéas d), e) et f), par substitution, à « 4,5 % ou 4,3 %, selon le cas, », de « 4,3 % ».*

20(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 3(3.10), ce qui suit :*

**Disposition transitoire**

**3(3.10.1)** Pour l'application du paragraphe (3.10) à une année antérieure à 2008, les mentions dans ce paragraphe de « 1 250 000 \$ » sont réputées être des mentions de « 1 000 000 \$ ».

20(3) *Le paragraphe 3(3.12) est remplacé par ce qui suit :*

**Exemption**

**3(3.12)** Aucun impôt n'est exigible d'un employeur en vertu du paragraphe (3.1.1) pour :

a) une année antérieure à 2008 si la rémunération totale qu'il verse à l'égard de l'année est d'au plus 1 000 000 \$;

b) une année postérieure à 2007 si la rémunération totale qu'il verse à l'égard de l'année est d'au plus 1 250 000 \$.

20(4) *Le paragraphe 3(3.14) est remplacé par ce qui suit :*

**Disposition de rajustement**

**3(3.14)** L'impôt exigible de l'employeur en vertu du paragraphe (3.1.1) correspond à 4,3 % de l'excédent de la rémunération totale qu'il verse pour l'année sur :

a) 1 000 000 \$ si l'année est antérieure à 2008 et si cette rémunération totale ne dépasse pas 2 000 000 \$;

(b) \$1,250,000., if the year is after 2007 and that total remuneration is not more than \$2,500,000.

b) 1 250 000 \$ si l'année est postérieure à 2007 et si cette rémunération totale ne dépasse pas 2 500 000 \$.

21 *Subsection 5(2.4.1) is replaced with the following:*

21 *Le paragraphe 5(2.4.1) est remplacé par ce qui suit :*

**Declaration of remuneration**

**5(2.4.1)** The minister may require an employer who is exempt under subsection 3(3.12) from tax for a year to file, before April 1 of the next year, a declaration as to the total remuneration paid by the employer for that year.

**Rapport concernant la rémunération**

**5(2.4.1)** Le ministre peut exiger d'un employeur exempté de l'impôt à l'égard d'une année en vertu du paragraphe 3(3.12) qu'il dépose, avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante, un rapport concernant la rémunération totale qu'il a versée pour l'année.

22 *Sections 6 and 37 and clause 38(1)(b) are repealed.*

22 *Les articles 6 et 37 ainsi que l'alinéa 38(1)b) sont abrogés.*



## PART 4

### THE INCOME TAX ACT

*C.C.S.M. c. 110 amended*

23 **The Income Tax Act** is amended by this Part.

24(1) Subsection 4(1) is amended by replacing Rule 4 with the following:

*Rule 4*

Determine the amount, if any, by which

(a) the total of the amounts determined under Rules 1 to 3;

exceeds

(b) the total of the individual's non-refundable tax credits determined under subsection 4.6(2) for the year.

24(2) Subsection 4(1) is amended in Rule 7

(a) by replacing clause (g) with the following:

(g) if the individual is not a trust, the total of

(i) the individual's community enterprise development tax credit for the year determined under section 11.8, and

(ii) the individual's community enterprise investment tax credit for the year determined under section 11.13;

(b) by adding the following after clause (h):

(i) the amount, if any, claimed by the individual under section 4.9.1 (graduate's tuition fee income tax rebate).

## PARTIE 4

### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

*Modification du c. 110 de la C.P.L.M.*

23 La présente partie modifie la Loi de l'impôt sur le revenu.

24(1) La règle 4 du paragraphe 4(1) est remplacée par ce qui suit :

*Règle 4*

Déterminer l'excédent éventuel du total des montants que vise l'alinéa a) sur le total des crédits que vise l'alinéa b) :

a) le total des montants déterminés conformément aux règles 1 à 3;

b) le total des crédits d'impôt non remboursables du particulier déterminés en vertu du paragraphe 4.6(2) pour l'année.

24(2) La règle 7 du paragraphe 4(1) est modifiée :

a) par substitution, à l'alinéa g), de ce qui suit :

g) si le particulier n'est pas une fiducie, le total des crédits suivants :

(i) son crédit d'impôt pour l'expansion des entreprises dans les collectivités pour l'année déterminé en vertu de l'article 11.8,

(ii) son crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire pour l'année déterminé en vertu de l'article 11.13;

b) par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

i) le montant demandé, le cas échéant, par le particulier en vertu de l'article 4.9.1.

25(1) *Subsection 4.1(2.4) is amended*

(a) *in the section heading, by striking out "and subsequent taxation years" and substituting "taxation year"; and*

(b) *in the part before the table, by striking out "and for each subsequent taxation year".*

25(2) *The following is added after subsection 4.1(2.4):*

**Basic tax payable — 2008 and subsequent taxation years**

**4.1(2.5)** An individual's basic tax payable for the 2008 taxation year and for each subsequent taxation year is the amount determined according to the following table:

<u>Taxable income (TI)</u>	<u>Basic tax payable (BT)</u>
\$30,544. or less	$BT = 10.9\% \times TI$
more than \$30,544. but not more than \$66,000.	$BT = \$3,329. + 12.75\% \times (TI - \$30,544.)$
more than \$66,000.	$BT = \$7,850. + 17.4\% \times (TI - \$66,000.)$

25(3) *Subsection 4.1(3) is amended by striking out "(2.3)" and substituting "(2.5)".*

26(1) *Subsection 4.6(3) is amended*

(a) *by striking out "and" at the end of clause (b); and*

(b) *by replacing clause (c) with the following:*

(c) \$7,834. for a taxation year ending in or at the end of 2007; and

(d) \$8,034. for a taxation year ending after 2007.

25(1) *Le paragraphe 4.1(2.4) est modifié :*

a) *dans le titre, par substitution, à « à compter de », de « pour l'année d'imposition »;*

b) *dans le passage précédant la table, par substitution, à « à compter de », de « pour ».*

25(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 4.1(2.4), ce qui suit :*

**Impôt de base payable à compter de 2008**

**4.1(2.5)** L'impôt de base qu'un particulier doit payer à compter de l'année d'imposition 2008 correspond au montant déterminé selon la table suivante :

<u>Revenu imposable (RI)</u>	<u>Impôt de base payable (IB)</u>
30 544 \$ ou moins	$IB = 10,9 \% \times RI$
plus de 30 544 \$ mais au plus 66 000 \$	$IB = 3 329 \$ + 12,75 \% \times (RI - 30 544 \$)$
plus de 66 000 \$	$IB = 7 850 \$ + 17,4 \% \times (RI - 66 000 \$)$

25(3) *Le paragraphe 4.1(3) est modifié par substitution, à « (2.3) », de « (2.5) ».*

26(1) *Le paragraphe 4.6(3) est modifié par substitution, à l'alinéa c), de ce qui suit :*

c) 7 834 \$ pour une année d'imposition se terminant en 2007 ou à la fin de cette année;

d) 8 034 \$ pour une année d'imposition se terminant après 2007.

26(2) *Subsection 4.6(5) is amended by replacing everything after clause (b) with the following:*

may claim

(c) for a taxation year ending after 2001 and before 2008, the amount determined by the following formula:

$$\$6,482. - A + (\text{the lesser of } A \text{ and } \$649.)$$

(d) for a taxation year ending after 2007, the amount determined by the following formula:

$$\$8,034. - A$$

In these formulas, A is the spouse's or partner's income for the year or, if the individual and the spouse or partner are living separate and apart at the end of the year because of a breakdown of their marriage or partnership, the spouse's or partner's income for the year while married or in the common-law partnership and not so separated.

26(2) *Le paragraphe 4.6(5) est remplacé par ce qui suit :*

**Montant à l'égard du conjoint ou du conjoint de fait 4.6(5)** Le particulier qui, à un moment de l'année d'imposition :

a) est marié et subvient aux besoins de son conjoint dont il ne vit pas séparé pour cause d'échec de leur mariage;

b) se trouve dans une union de fait et subvient aux besoins de son conjoint de fait dont il ne vit pas séparé pour cause d'échec de leur union de fait,

peut demander :

c) pour une année d'imposition se terminant après 2001 mais avant 2008, le montant calculé selon la formule suivante :

$$6\ 482 \$ - A + (A \text{ ou } 649 \$, \text{ si ce montant est moins élevé})$$

d) pour une année d'imposition se terminant après 2007, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 034 \$ - A$$

Dans les présentes formules, A représente le revenu du conjoint ou du conjoint de fait pour l'année ou, si le particulier et le conjoint ou le conjoint de fait vivent séparés à la fin de l'année pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait, le revenu du conjoint ou du conjoint de fait pour l'année pendant le mariage ou l'union de fait et alors qu'ils ne vivaient pas séparés.

26(3) *Subsection 4.6(6) is amended*

(a) *in the section heading, by striking out "Equivalent-to-spouse" and substituting "Eligible dependant"; and*

(b) *by striking out everything after clause (b) and substituting the following:*

may claim

(c) for a taxation year ending after 2001 and before 2008, the amount determined by the following formula:

$$\$6,482. - A + (\text{the lesser of } A \text{ and } \$649.)$$

(d) for a taxation year ending after 2007, the amount determined by the following formula:

$$\$8,034. - A$$

In these formulas, A is the dependant's income for the year.

26(3) *Le paragraphe 4.6(6) est remplacé par ce qui suit :*

**Montant pour personne à charge admissible**

**4.6(6)** Le particulier auquel le paragraphe (5) ne s'applique pas au cours de l'année d'imposition et qui, à un moment de l'année :

a) d'une part, n'est pas marié et ne se trouve pas dans une union de fait, ou est marié ou se trouve dans une union de fait mais ne vit pas avec son conjoint ou son conjoint de fait ni ne subvient aux besoins de ce conjoint, pas plus que celui-ci ne subvient à ses besoins;

b) d'autre part, tient et habite, seul ou avec une ou plusieurs autres personnes, un établissement domestique autonome qui est son lieu habituel de résidence et dans lequel il subvient réellement aux besoins d'une personne qui, à ce moment, remplit les conditions suivantes :

(i) elle réside au Canada, sauf s'il s'agit d'un enfant du particulier,

(ii) elle est entièrement à la charge soit du particulier, soit du particulier et d'une ou de plusieurs de ces autres personnes,

(iii) elle est liée au particulier,

(iv) sauf s'il s'agit du père, de la mère, du grand-père ou de la grand-mère du particulier, elle est soit âgée de moins de 18 ans, soit à charge en raison d'une infirmité mentale ou physique,

peut demander :

c) pour une année d'imposition se terminant après 2001 mais avant 2008, le montant calculé selon la formule suivante :

$$6\ 482 \$ - A + (A \text{ ou } 649 \$, \text{ si ce montant est moins élevé})$$

d) pour une année d'imposition se terminant après 2007, le montant calculé selon la formule suivante :

$$8\ 034 \$ - A$$

Dans les présentes formules, A représente le revenu de la personne à charge pour l'année.

26(4) *The following is added after subsection 4.6(10):*

**Adoption costs**

**4.6(10.1)** An individual who is

(a) entitled to deduct an amount under subsection 118.01(2) of the federal Act for a taxation year beginning after 2005; and

(b) resident in Manitoba at the end of the taxation year;

may claim the amount that would be determined for B in the formula in that subsection if the amount in clause (a) of the description of B were "\$10,000".

**Children's fitness tax credit**

**4.6(10.2)** An individual who is resident in Manitoba on the last day of the taxation year may claim, for each of his or her children who is less than 16 years old at the end of the year, the lesser of \$500. and the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts each of which is an eligible fitness expense, as defined in subsection 118.03(1) of the federal Act, paid in the year by the individual, or by the individual's spouse or common-law partner, in respect of the child;

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is an amount

(i) that relates to an eligible fitness expense included under clause (a) in respect of the child for the year, and

(ii) that any person is or was entitled to receive as a reimbursement, allowance or other form of assistance,

other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and is not deductible in computing the taxable income of that person.

**Increased age limit for child with disability**

**4.6(10.3)** When applying subsection (10.2) to a child in respect of whom an individual is eligible to claim an amount under subsection (12) (dependant disability amount), the reference to "16 years" shall be read as "18 years".

26(4) *Il est ajouté, après le paragraphe 4.6(10), ce qui suit :*

**Frais d'adoption**

**4.6(10.1)** Le particulier qui a le droit de déduire un montant en vertu du paragraphe 118.01(2) de la loi fédérale à l'égard d'une année d'imposition commençant après 2005 et qui réside au Manitoba à la fin de cette année peut demander le montant qui serait calculé à l'égard de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe si le montant précisé à l'alinéa a) de la description de l'élément B correspondait à 10 000 \$.

**Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants**

**4.6(10.2)** Le particulier qui réside au Manitoba le dernier jour de l'année d'imposition peut demander, pour chacun de ses enfants qui a moins de 16 ans à la fin de l'année, 500 \$ ou, s'il est moins élevé, l'excédent éventuel du montant que vise l'alinéa a) sur le montant que vise l'alinéa b) :

a) le total des sommes représentant chacune une dépense admissible pour activités physiques, au sens du paragraphe 118.03(1) de la loi fédérale, payée au cours de l'année par lui ou par son conjoint ou son conjoint de fait à l'égard de l'enfant;

b) le total des sommes représentant chacune une somme qui a trait à une dépense admissible pour activités physiques incluse en vertu de l'alinéa a) relativement à l'enfant pour l'année et qu'une personne a ou avait le droit de recevoir à titre de remboursement, d'allocation ou d'autre forme d'aide, à l'exclusion d'une somme qui est incluse dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.

**Augmentation de la limite d'âge**

**4.6(10.3)** Aux fins de l'application du paragraphe (10.2) à un enfant à l'égard duquel un particulier peut demander un montant en vertu du paragraphe (12), la mention de « 16 ans » est remplacée par une mention de « 18 ans ».

**Additional fitness credit for child with disability**

**4.6(10.4)** An individual who is entitled to claim amounts under subsections (10.2) and (12) in respect of a child may claim the additional amount of \$500. If the amount claimed by the individual in respect of the child under subsection (10.2) for the taxation year is at least \$100.

*26(5) Subsections 4.6(15.1) and (15.2) are repealed.*

*26(6) The following is added after subsection 4.6(16):*

**Family tax benefit**

**4.6(16.1)** Subject to subsection (16.2), for a taxation year ending after 2007 an individual may claim the amount, if any, by which 9% of the individual's income for the year is exceeded by

- (a) if the individual is a trust, \$2,065.; or
- (b) if the individual is not a trust, the total of \$2,065. and the following amounts that apply:
  - (i) \$2,065., if the individual has claimed an amount for the year under subsection (5) (claim re spouse or common-law partner) or under subsection (6) (eligible dependant amount),
  - (ii) \$2,752. for each dependant in relation to whom the individual or the individual's spouse or common-law partner was, at any time in the year, an eligible individual (as defined in section 122.6 of the federal Act), other than a dependant in respect of whom an individual has claimed an amount for the year under subsection (6) (eligible dependant amount) or (7) (infirm dependant amount),
  - (iii) \$2,752. for each dependant in respect of whom the individual has claimed an amount for the year under subsection (7) (infirm dependant amount),
  - (iv) \$2,065., if the individual was at least 65 years old at the end of the year,
  - (v) \$2,752., if the individual has claimed an amount for the year under subsection (11) (disability amount),

**Crédit d'impôt additionnel pour les enfants déficients**

**4.6(10.4)** Le particulier qui a le droit de demander des montants en vertu des paragraphes (10.2) et (12) à l'égard d'un enfant peut demander une somme additionnelle de 500 \$ si le montant qu'il a demandé à l'égard de l'enfant en vertu du paragraphe (10.2) pour l'année d'imposition est d'au moins 100 \$.

*26(5) Les paragraphes 4.6(15.1) et (15.2) sont abrogés.*

*26(6) Il est ajouté, après le paragraphe 4.6(16), ce qui suit :*

**Prestation fiscale pour les familles**

**4.6(16.1)** Sous réserve du paragraphe (16.2), le particulier peut, pour une année d'imposition se terminant après 2007, demander un montant correspondant à l'excédent éventuel de l'un ou l'autre des montants indiqués ci-dessous sur 9 % de son revenu pour l'année :

- a) s'il est une fiducie, 2 065 \$;
- b) s'il n'est pas une fiducie, le total de 2 065 \$ et de ceux des montants suivants qui s'appliquent :
  - (i) 2 065 \$, s'il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (5) ou (6),
  - (ii) 2 752 \$, pour chaque personne à charge relativement à laquelle lui-même ou son conjoint ou conjoint de fait était, à un moment de l'année, un particulier admissible au sens de l'article 122.6 de la loi fédérale, à l'exclusion d'une personne à charge à l'égard de laquelle il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (6) ou (7),
  - (iii) 2 752 \$, pour chaque personne à charge à l'égard de laquelle il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (7),
  - (iv) 2 065 \$, s'il était âgé d'au moins 65 ans à la fin de l'année,
  - (v) 2 752 \$, s'il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (11),

(vi) \$2,752. for each individual in respect of whom the individual has claimed an amount for the year under subsection (12) (dependant disability amount),

(vii) \$2,752., if the individual has claimed an amount for the year under subsection (16) in relation to a physical or mental impairment of the individual's spouse or common-law partner,

(viii) \$2,065., if the individual claimed an amount for the year under subsection (16) in relation to an age credit deductible under subsection (4) by the individual's spouse or common-law partner.

(vi) 2 752 \$, pour chaque particulier à l'égard duquel il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (12),

(vii) 2 752 \$, s'il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (16) relativement à une déficience physique ou mentale de son conjoint ou de son conjoint de fait,

(viii) 2 065 \$, s'il a demandé un montant pour l'année en vertu du paragraphe (16) relativement au crédit pour personnes âgées déductible en vertu du paragraphe (4) par son conjoint ou par son conjoint de fait.

### **Limitation**

**4.6(16.2)** In determining the amounts that may be included in computing the amount that may be claimed under subsection (16.1),

(a) if two individuals who are spouses or common-law partners of each other may otherwise include an amount in respect of the same dependant for a taxation year, only the individual with the greater income for the year may include it;

(b) if two or more individuals who are not spouses or common-law partners of each other may otherwise include an amount in respect of the same dependant for a taxation year, only one of them may include the amount and, if they cannot agree as to who will include it, only the individual with the greater income for the year may include it;

(c) if an individual becomes bankrupt in a calendar year, the total of the amounts that may be included under any provision of subsection (16.1) for the individual's taxation years ending in the calendar year shall not exceed the total of the amounts that would have been included under that provision for the calendar year if the individual had not become bankrupt; and

(d) the amount determined for C in the formula in subsection (16) shall be applied to reduce the amounts included in A and B in that formula in the same order in which those amounts must be deducted in computing the tax payable under this Act by the individual's spouse or common-law partner.

### **Restriction**

**4.6(16.2)** Les règles suivantes sont utilisées aux fins de la détermination des montants qui peuvent être demandés en vertu du paragraphe (16.1) :

a) si deux particuliers qui sont des conjoints ou des conjoints de fait l'un par rapport à l'autre peuvent par ailleurs inclure un montant à l'égard de la même personne à charge pour une année d'imposition, seul le particulier ayant le revenu le plus élevé pour l'année peut l'inclure;

b) si au moins deux particuliers qui ne sont pas des conjoints ni des conjoints de fait l'un par rapport à l'autre peuvent par ailleurs inclure un montant à l'égard de la même personne à charge pour une année d'imposition, seul l'un d'eux peut inclure ce montant et, s'ils ne peuvent s'entendre sur celui qui devrait le faire, seul le particulier ayant le revenu le plus élevé pour l'année peut l'inclure;

c) si un particulier devient failli au cours d'une année civile, le total des montants qui peuvent être inclus en vertu du paragraphe (16.1) pour les années d'imposition du particulier qui se terminent au cours de l'année civile ne peut excéder le total des montants qui auraient été inclus en vertu de ce paragraphe pour l'année civile si le particulier n'était pas devenu failli;

d) le montant déterminé pour l'élément C de la formule figurant au paragraphe (16) est appliqué à la réduction des montants inclus dans les éléments A et B de cette formule dans l'ordre dans lequel ces montants doivent être déduits aux fins du calcul de l'impôt que le conjoint ou le conjoint de fait du particulier doit payer en vertu de la présente loi.

26(7) *Clause 4.6(20)(e) is amended in the part before subclause (i) by striking out "or (8)" and substituting ", (8), (10.1), (10.2) or (10.4)".*

26(7) *L'alinéa 4.6(20)e est modifié par substitution, à « ou (8) », de « , (8), (10.1), (10.2) ou (10.4) ».*

26(8) *Clause 4.6(20)(m) is replaced with the following:*

26(8) *L'alinéa 4.6(20)m est remplacé par ce qui suit :*

(m) the amounts that may be claimed under subsections (3) to (19) must be claimed in the following order and before claiming any credit under sections 4.7 to 4.9:

m) les montants qui peuvent être demandés en vertu des paragraphes (3) à (19) doivent l'être dans l'ordre suivant et avant qu'un crédit d'impôt soit demandé en vertu des articles 4.7 à 4.9 :

(i) subsections (3) to (8), in any order,

(i) les paragraphes (3) à (8), dans n'importe quel ordre,

(ii) subsections (9) to (19), in the order of those subsections;

(ii) les paragraphes (9) à (19), dans l'ordre de ces dispositions;

27 *Paragraphs 4.7(1)(b)(i)(A) and (B) are replaced with the following:*

27 *Les divisions 4.7(1)b(i)(A) et (B) sont remplacées par ce qui suit :*

(A) 4.87% for the 2006 taxation year,

(A) 4,87 % pour l'année d'imposition 2006,

(B) 3.67% for the 2007 taxation year,

(B) 3,67 % pour l'année d'imposition 2007,

(C) 3.15% for a taxation year ending after 2007, and

(C) 3,15 % pour une année d'imposition se terminant après 2007,

28 *The following is added after section 4.9 and before the next centred heading:*

28 *Il est ajouté, après l'article 4.9 mais avant l'intertitre qui le suit, ce qui suit :*

**Graduate's tuition fee income tax rebate**

**4.9.1(1)** For the 2007 and subsequent taxation years, an individual who graduated after 2006 and is resident in Manitoba at the end of the taxation year may claim, as a tuition fee tax credit for the taxation year, an amount not exceeding the least of the following amounts:

**Remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité des diplômés**

**4.9.1(1)** À compter de l'année d'imposition 2007, le particulier qui a obtenu un diplôme après 2006 et qui réside au Manitoba à la fin de l'année d'imposition peut demander, à titre de crédit d'impôt pour frais de scolarité pour l'année d'imposition, un montant n'excédant pas le moins élevé des montants suivants :

(a) \$2,500.;

a) 2 500 \$;

(b) the amount, if any, that would be determined by Rule 7 of subsection 4(1) if that rule were read without reference to clause (i);

b) le montant qui serait, le cas échéant, déterminé en vertu de la règle 7 du paragraphe 4(1) si l'alinéa i) était supprimé;

(c) an amount equal to 10% of the individual's eligible tuition amount at the end of the taxation year;

c) un montant correspondant à 10 % des frais de scolarité admissibles du particulier à la fin de l'année d'imposition;



(d) the amount, if any, by which 60% of the individual's eligible tuition amount at the end of the taxation year exceeds the total of all amounts each of which is the tuition fee tax credit that was deducted in computing the individual's tax payable for one of the preceding 19 taxation years;

(e) \$25,000, minus the total of all amounts each of which is the tuition fee tax credit that was deducted in computing the individual's tax payable for a preceding taxation year.

## Definitions

**4.9.1(2)** The following definitions apply in this section.

**"eligible tuition amount"** of an individual at the end of a taxation year (the "particular year") means the total of all amounts each of which is a tuition fee

(a) that was paid for a course that ended when the individual graduated or before that time;

(b) that was eligible for a tuition credit for a taxation year ending after 2003 and not more than 19 years before the particular year; and

(c) in respect of which the individual first claimed an amount under this section within 10 years after his or her first graduation after completing the course. (« frais de scolarité admissibles »)

**"graduate"** means complete all of the requirements for a degree, diploma, certificate of completion or other proof of graduation for a program or course of studies in respect of which the tuition fees or any part of them were eligible for tuition credits. (« obtenir un diplôme »)

**"tuition credit"** means an amount deductible under subsection 118.5(1) of the federal Act in computing an individual's tax payable under that Act. (« crédit d'impôt pour frais de scolarité »)

d) l'excédent éventuel de 60 % des frais de scolarité admissibles du particulier à la fin de l'année d'imposition sur le total des montants représentant chacun le crédit d'impôt pour frais de scolarité déduit lors du calcul de l'impôt payable par le particulier pour une des 19 années d'imposition précédentes;

e) 25 000 \$ moins le total des montants représentant chacun le crédit d'impôt pour frais de scolarité déduit lors du calcul de l'impôt payable par le particulier pour une année d'imposition précédente.

## Définitions

**4.9.1(2)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **crédit d'impôt pour frais de scolarité** » Montant déductible en vertu du paragraphe 118.5(1) de la loi fédérale lors du calcul de l'impôt que le particulier doit payer sous le régime de cette loi. ("tuition credit")

« **frais de scolarité admissibles** » S'entend, relativement à un particulier à la fin d'une année d'imposition (l'« année donnée »), du total des montants représentant chacun les frais de scolarité :

a) payés pour un cours qui s'est terminé lorsque le particulier a obtenu son diplôme ou avant ce moment;

b) donnant droit à un crédit d'impôt pour frais de scolarité pour une année d'imposition se terminant après 2003 mais ne précédant pas de plus de 19 ans l'année donnée;

c) à l'égard desquels le particulier a demandé pour la première fois un montant au titre du présent article dans les 10 ans suivant l'obtention de son premier diplôme après que le cours eut été terminé. ("eligible tuition amount")

« **obtenir un diplôme** » Le fait de remplir toutes les exigences nécessaires pour qu'une attestation de fin d'études, y compris un grade, un diplôme ou un certificat d'achèvement, soit délivrée à l'égard d'un programme ou d'un cours pour lequel les frais de scolarité donnaient droit en tout ou en partie à des crédits d'impôt pour frais de scolarité. ("graduate")

### **Application to deceased graduate**

**4.9.1(3)** When applying subsection (1) to the last taxation year of a deceased individual, it shall be read without reference to clauses (a) and (c).

29 *Subsection 4.10(2) is amended*

*(a) in the section heading, by striking out "and subsequent" and substituting "to 2007"; and*

*(b) in the part before clause (a), by adding "and ending before 2008" after "2000".*

30 *Section 4.14 and subsection 4.16(1) are repealed.*

31(1) *Subsection 5(1) is amended in the part before clause (a) by striking out "Subject to subsection (2)," and substituting "Subject to subsections (2) and (4),".*

31(2) *Subclause 5(1)(a)(i) of the French version is amended by striking out "études" and substituting "l'éducation".*

31(3) *The following is added after subsection 5(3):*

### **No credit if return not filed**

**5(4)** No amount may be claimed under this section for an individual's taxation year if the individual has failed to file, under section 150 of the federal Act as it applies for the purposes of this Act, a return for the year within three years after the end of the year.

32 *The centred heading before section 5.3 of the French version is amended by striking out "études" and substituting "l'éducation".*

### **Application à un diplômé décédé**

**4.9.1(3)** Les alinéas a) et c) du paragraphe (1) sont réputés supprimés aux fins de l'application de ce paragraphe à la dernière année d'imposition d'un particulier décédé.

29 *Le paragraphe 4.10(2) est modifié :*

*a) dans le titre, par substitution, à « à compter de l'année d'imposition 2001 », de « — années d'imposition 2001 à 2007 »;*

*b) dans le passage introductif, par substitution, à « subséquente à 2000 », de « commençant après 2000 mais se terminant avant 2008 ».*

30 *L'article 4.14 et le paragraphe 4.16(1) sont abrogés.*

31(1) *Le passage introductif du paragraphe 5(1) est modifié par substitution, à « Sous réserve du paragraphe (2), », de « Sous réserve des paragraphes (2) et (4), ».*

31(2) *Le sous-alinéa 5(1)(a)(i) de la version française est modifié par substitution, à « études », de « l'éducation ».*

31(3) *Il est ajouté, après le paragraphe 5(3), ce qui suit :*

### **Conséquence de l'absence de production de déclaration**

**5(4)** Aucun montant ne peut être demandé sous le régime du présent article à l'égard d'une année d'imposition d'un particulier qui a omis de produire pour l'année en question, dans les trois ans suivant la fin de celle-ci, la déclaration prévue à l'article 150 de la loi fédérale, tel que cet article s'applique aux fins que prévoit la présente loi.

32 *L'intertitre précédant l'article 5.3 de la version française est modifié par substitution, à « études », de « l'éducation ».*

33 *Section 5.3 is amended in clause (b) of the definition "family income" by striking out everything after "were included" and substituting "under subsection 56(6) of the federal Act (universal child care benefit) or deducted under paragraph 60(y) of that Act (repayment of universal child care benefit);".*

34(1) *Subsection 5.4(3) is amended by replacing clause (b) of the description of A in the formula with the following:*

(b) an amount determined by regulation for the year or, in the absence of such a regulation, the amount, if any, by which \$675. exceeds the lesser of

(i) \$150., and

(ii) 1% of the individual's family income for the year;

34(2) *Subsection 5.4(3) is further amended by replacing the description of B in the formula with the following:*

B is the municipal tax reduction given in respect of a principal residence of the individual for the year or part of the year plus, if the year is 2007, the amount, if any, of the remission granted to the individual under the *Education Property Tax Remission Order*, Manitoba Regulation 70/2007.

34(3) *Subsection 5.4(4) is amended*

(a) *by striking out "\$275." and substituting "\$150."; and*

(b) *by striking out "\$400." and substituting "\$275."*

33 *L'alinéa b) de la définition de « revenu familial » figurant à l'article 5.3 est modifié par substitution, au passage qui suit « inclus », de « en vertu du paragraphe 56(6) de la loi fédérale ni déduit en vertu de l'alinéa 60y) de cette loi. ».*

34(1) *L'alinéa b) de la description de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 5.4(3) est remplacé par ce qui suit :*

b) un montant déterminé par règlement pour l'année ou, en l'absence de règlement, l'excédent éventuel de 675 \$ sur le moins élevé des montants suivants :

(i) 150 \$,

(ii) 1 % du revenu familial du particulier pour l'année;

34(2) *La description de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 5.4(3) est remplacée par ce qui suit :*

B représente la réduction de taxes municipales dont fait l'objet la résidence principale du particulier pour l'année ou une partie de l'année majorée, dans le cas de l'année 2007, de la remise éventuelle accordée au particulier en vertu du *Décret de remise des taxes foncières destinées à l'éducation*, R.M. 70/2007.

34(3) *Le paragraphe 5.4(4) est modifié :*

a) *par substitution, à « 275 \$ », de « 150 \$ »;*

b) *par substitution, à « 400 \$ », de « 275 \$ ».*

35 *Subsection 5.6(1) is replaced with the following:*

**Municipal tax reduction**

**5.6(1)** The municipal taxes imposed for a calendar year in respect of a principal residence of an individual who is, or whose spouse or common-law partner is, its assessed owner shall be reduced, in accordance with the regulations, by the lesser of

- (a) \$525. or any other amount prescribed by regulation for that year; and
- (b) the amount by which those taxes exceed \$250.

36 *Section 5.7 of the French version is amended by striking out "études" and substituting "l'éducation" in clause (1)(d) and in the part of subsection (5) before the formula.*

37 *The table in subsection 7(3) is amended by replacing the last row with the following:*

calendar year 2007	14%	11%
Jan. 1, 2008 to June 30, 2008	14%	12%
after June 30, 2008	13%	11%

38(1) *Clause 7.2(1.1)(b) is amended in the part before subclause (i) by striking out "35%" and substituting "subject to subsection (1.2), 50%".*

38(2) *Subsection 7.2(1.2) is replaced with the following:*

**Transitional**

**7.2(1.2)** For taxation years ending before December 31, 2008, the reference in clause (1.1)(b) to "50%" is to be read as follows:

- (a) for a taxation year ending after March 8, 2005, and before March 7, 2006, it is to be read as "20%";

35 *Le paragraphe 5.6(1) est remplacé par ce qui suit :*

**Réduction de taxes municipales**

**5.6(1)** Les taxes municipales imposées pour une année civile à l'égard de la résidence principale d'un particulier qui est le propriétaire à qui les taxes ont été imposées, ou dont le conjoint ou le conjoint de fait l'est, sont réduites, en conformité avec les règlements, du moins élevé des montants suivants :

- a) 525 \$ ou tout autre montant prescrit par règlement pour cette année;
- b) l'excédent de ces taxes sur 250 \$.

36 *L'article 5.7 de la version française est modifié par substitution, à « études », de « l'éducation » dans l'alinéa (1)d) et dans le passage introductif du paragraphe (5).*

37 *La table figurant au paragraphe 7(3) est modifiée par substitution, à la dernière rangée, de ce qui suit :*

année civile 2007	14 %	11 %
du 1 <sup>er</sup> janv. 2008 au 30 juin 2008	14 %	12 %
après le 30 juin 2008	13 %	11 %

38(1) *Le passage introductif de l'alinéa 7.2(1.1)b) est modifié par substitution, à « 35 % », de « sous réserve du paragraphe (1.2), 50 % ».*

38(2) *Le paragraphe 7.2(1.2) est remplacé par ce qui suit :*

**Disposition transitoire**

**7.2(1.2)** Pour les années d'imposition se terminant avant le 31 décembre 2008, la mention à l'alinéa (1.1)b) de « 50 % » est réputée être une mention :

- a) de « 20 % » pour une année d'imposition se terminant après le 8 mars 2005 mais avant le 7 mars 2006;

(b) for a taxation year ending after March 6, 2006, and before January 1, 2008, it is to be read as "35%";

(c) for a taxation year ending in 2008, it is to be read as "35%" in respect of property acquired before 2008 and as "50%" in respect of property acquired in 2008.

b) de « 35 % » pour une année d'imposition se terminant après le 6 mars 2006 mais avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008;

c) de « 35 % » à l'égard des biens acquis avant 2008 et de « 50 % » à l'égard des biens acquis en 2008 pour une année d'imposition se terminant au cours de cette année.

39 *Clause 7.5(3)(e) is amended by striking out "2008" and substituting "2011".*

39 *L'alinéa 7.5(3)e est modifié par substitution, à « 2008 », de « 2011 ».*

40(1) *Subsection 7.6(1) is amended in the part before the formula by striking out "subsection (2)" and substituting "subsections (2) and (4)".*

40(1) *Le passage introductif du paragraphe 7.6(1) est modifié par substitution, à « du paragraphe (2) », de « des paragraphes (2) et (4) ».*

40(2) *The following is added after subsection 7.6(3):*

40(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 7.6(3), ce qui suit :*

**Nil tax credit for registered production that does not meet eligible film requirements**

**7.6(4)** The tax credit for a production that was registered as an eligible film before completion of production is nil if, after reviewing the corporation's application for the tax credit, the minister is satisfied that the production did not meet all the requirements for registration as an eligible film.

**Production enregistrée ne remplissant pas les conditions d'admissibilité**

**7.6(4)** Le crédit d'impôt relatif à une production enregistrée à titre de film admissible avant son achèvement correspond à zéro si le ministre est convaincu, après avoir examiné la demande de crédit d'impôt de la corporation, que la production ne remplissait pas toutes les conditions permettant de l'enregistrer à titre de film admissible.

41 *Clause 10.1(8)(d) of the French version is amended by striking out "de la taxe" and substituting "de l'impôt".*

41 *L'alinéa 10.1(8)d de la version française est modifié par substitution, à « de la taxe », de « de l'impôt ».*

**GREEN ENERGY EQUIPMENT TAX CREDIT****Manufacturer's refundable green energy equipment tax credit**

**10.3(1)** An eligible manufacturer is deemed to have paid on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount, not exceeding the amount determined under the regulations, in respect of any qualifying machinery or equipment manufactured by the manufacturer that it sold in the year for use in producing energy in Manitoba from any of the following renewable resources:

- (a) solar energy;
- (b) wind power;
- (c) hydrogen;
- (d) geothermal energy;
- (e) any other resource prescribed by regulation.

**Purchaser's refundable green energy equipment tax credit**

**10.3(2)** An eligible taxpayer is deemed to have paid on account of his or her tax payable under this Act for a taxation year an amount, not exceeding the amount determined under the regulations, in respect of specified machinery or equipment purchased by the taxpayer and first used or made available for use by him or her in the year to produce energy in Manitoba from any of the following renewable resources:

- (a) solar energy;
- (b) hydrogen;
- (c) geothermal energy;
- (d) any other resource prescribed by regulation.

**CRÉDITS D'IMPÔT POUR LA PRODUCTION D'ÉNERGIE VERTE****Crédit d'impôt remboursable du fabricant**

**10.3(1)** Le fabricant admissible est réputé avoir versé au titre de l'impôt qu'il doit payer sous le régime de la présente loi pour une année d'imposition un montant, n'excédant pas celui calculé en vertu des règlements, à l'égard des machines ou du matériel admissibles qu'il a fabriqués et vendus au cours de l'année en vue de la production d'énergie dans la province à partir d'une des ressources renouvelables suivantes :

- a) l'énergie solaire;
- b) l'énergie éolienne;
- c) l'hydrogène;
- d) l'énergie géothermique;
- e) toute autre ressource prescrite par règlement.

**Crédit d'impôt remboursable de l'acheteur**

**10.3(2)** Le contribuable admissible est réputé avoir versé au titre de l'impôt qu'il doit payer sous le régime de la présente loi pour une année d'imposition un montant, n'excédant pas celui calculé en vertu des règlements, à l'égard de machines ou de matériel déterminés qu'il a achetés et qui ont été utilisés ou ont été prêts à être mis en service par lui pour la première fois au cours de l'année en vue de la production d'énergie dans la province à partir d'une des ressources renouvelables suivantes :

- a) l'énergie solaire;
- b) l'hydrogène;
- c) l'énergie géothermique;
- d) toute autre ressource prescrite par règlement.

## Regulations

**10.3(3)** The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the tax credits provided for in this section, including regulations

(a) defining any term or expression used in this section, including "eligible manufacturer", "eligible taxpayer", "qualifying machinery or equipment" and "specified machinery or equipment";

(b) prescribing additional resources for the purpose of subsection (1) or (2) or both;

(c) prescribing a formula or other method for calculating the tax credit for an eligible manufacturer under subsection (1);

(d) prescribing a formula or other method for calculating the tax credit for an eligible taxpayer under subsection (2);

(e) enabling eligible manufacturers to assign all or any part of their tax credits under subsection (1) and establishing restrictions or conditions for such assignments;

(f) establishing classes of qualifying machinery or equipment;

(g) respecting the provision of information by

(i) a manufacturer of qualifying machinery or equipment, or

(ii) a purchaser of specified machinery or equipment,

to the minister appointed by the Lieutenant Governor in Council to administer this section;

(h) respecting the provision of information, for the purposes of the tax credit under subsection (2), by a manufacturer or other seller of specified machinery or equipment to a purchaser of it;

(i) providing for the recovery of all or any part of a tax credit claimed under subsection (1) in respect of machinery or equipment that was sold by an eligible manufacturer for use in Manitoba but was not used or made available for use in Manitoba within a prescribed time after the date of sale;

## Règlements

**10.3(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures concernant les crédits d'impôt prévus au présent article et, notamment :

a) définir les termes ou les expressions utilisés dans le présent article, y compris « contribuable admissible », « fabricant admissible », « machines ou matériel admissibles » et « machines ou matériel déterminés »;

b) prescrire d'autres ressources renouvelables pour l'application des paragraphes (1) et (2);

c) prescrire une formule ou une autre méthode permettant de calculer le crédit d'impôt auquel a droit un fabricant admissible en vertu du paragraphe (1);

d) prescrire une formule ou une autre méthode permettant de calculer le crédit d'impôt auquel a droit un contribuable admissible en vertu du paragraphe (2);

e) permettre aux fabricants admissibles de céder la totalité ou une partie du crédit d'impôt visé au paragraphe (1) et établir les restrictions ou les conditions afférentes aux cessions;

f) établir des catégories de machines ou de matériel admissibles;

g) prendre des mesures concernant les renseignements que les fabricants de machines ou de matériel admissibles et les acheteurs de machines ou de matériel déterminés doivent communiquer au ministre qu'il charge de l'application du présent article;

h) prendre des mesures concernant les renseignements que les fabricants ou les autres vendeurs de machines et de matériel déterminés doivent communiquer aux acheteurs afin que ceux-ci puissent obtenir le crédit d'impôt visé au paragraphe (2);

i) prévoir le recouvrement de la totalité ou d'une partie d'un crédit d'impôt demandé en vertu du paragraphe (1) à l'égard de machines ou de matériel vendus par un fabricant admissible en vue de leur utilisation au Manitoba mais qui n'ont pas été utilisés ou n'ont pas été prêts à être mis en service dans la province dans un délai prescrit par règlement;

(j) providing for the recovery of all or any part of a tax credit claimed under subsection (2) in respect of machinery or equipment that was purchased by an eligible taxpayer for use in Manitoba but was not used or made available for use in Manitoba within a prescribed time after the date of purchase;

(k) respecting any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or desirable for the purposes of this section or for measuring the effectiveness of the tax credits under this section.

**Regulations for determining amounts of tax credits 10.3(4)** The formulas or other methods of calculating tax credits that may be prescribed under clauses (3)(c) and (d)

(a) may be different for different classes of qualifying machinery or equipment;

(b) may be different for different classes of specified machinery or equipment; and

(c) must not result in

(i) a credit under subsection (1) for any item of machinery or equipment, other than an item used to produce energy from wind power, exceeding 10% of the price at which the item was sold by the manufacturer, or

(ii) a credit under subsection (2) for any item of machinery or equipment, exceeding 10% of the purchase price paid by the eligible taxpayer for that item, less any credit that an eligible manufacturer has claimed or may claim under subsection (1) in respect of the item.

43 *Clause 11.12(1)(c) of the French version is amended by striking out "prendre des mesures" and substituting "établir des exigences".*

j) prévoir le recouvrement de la totalité ou d'une partie d'un crédit d'impôt demandé en vertu du paragraphe (2) à l'égard de machines ou de matériel acquis par un acheteur admissible en vue de leur utilisation au Manitoba mais qui n'ont pas été utilisés ou n'ont pas été prêts à être mis en service dans la province dans un délai prescrit par règlement;

k) prendre toute autre mesure nécessaire ou souhaitable pour l'application du présent article ou pour l'évaluation de l'efficacité des crédits d'impôt qu'il vise.

**Règlements permettant de calculer le montant des crédits d'impôt**

**10.3(4)** Les formules ou les autres méthodes permettant de calculer les crédits d'impôt et pouvant être prescrites par règlement en vertu des alinéas (3)c) et d) peuvent varier selon les diverses catégories de machines ou de matériel admissibles ou déterminés. Leur application ne peut donner, dans le cas du crédit d'impôt visé au paragraphe (1), un montant dépassant 10 % du prix auquel le fabricant a vendu une machine ou une pièce de matériel, à l'exclusion d'une machine ou d'une pièce servant à produire de l'énergie éolienne, et, dans le cas du crédit d'impôt visé au paragraphe (2), un montant dépassant 10 % du prix d'achat versé par le contribuable admissible pour la machine ou la pièce en question, déduction faite de tout crédit qu'un fabricant admissible a demandé ou peut demander en vertu du paragraphe (1) à son égard.

43 *L'alinéa 11.12(1)c) de la version française est modifié par substitution, à « prendre des mesures », de « établir des exigences ».*



44 *The following is added after section 11.12:*

## COMMUNITY ENTERPRISE INVESTMENT TAX CREDIT

### Definitions

**11.13(1)** The following definitions apply in this section and sections 11.14 to 11.17.

**"CEI tax credit"** of an eligible investor for a taxation year means the investor's community enterprise investment tax credit determined under subsection (3) for the year. (« crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire »)

**"CEI tax credit receipt"** means a receipt, in a form authorized by the responsible minister, that contains prescribed information concerning an eligible investment issued to an eligible investor or to a flow-through entity in which an eligible investor has an interest. (« reçu relatif au crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire »)

**"eligible investment"** means an eligible investment as defined in the regulations. (« placement admissible »)

**"eligible investor"**, in relation to an investment, means

(a) a corporation that

(i) at the time of making the investment, is a taxable Canadian corporation with a permanent establishment in Manitoba,

(ii) is not a prescribed venture capital corporation or prescribed labour-sponsored venture capital corporation under Part LXVII of the federal regulations, and

(iii) in the taxation year in which it makes the investment, paid salary and wages to employees resident in Manitoba totalling not less than 25% of the total salary and wages paid by it in that year; and

44 *Il est ajouté, après l'article 11.12, ce qui suit :*

## CRÉDIT D'IMPÔT POUR PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE COMMUNAUTAIRE

### Définitions

**11.13(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 11.14 à 11.17.

**« crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire »** Le crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire d'un investisseur admissible pour une année d'imposition calculé en vertu du paragraphe (3) à l'égard de cette année. ("CEI tax credit")

**« investisseur admissible »** S'entend, relativement à un placement :

a) de toute corporation qui remplit les conditions suivantes :

(i) au moment où elle effectue le placement, elle est une corporation canadienne imposable ayant un établissement permanent au Manitoba,

(ii) elle n'est pas une corporation à capital de risque prescrite ni une corporation à capital de risque prescrite de travailleurs visée à la partie LXVII des règlements fédéraux,

(iii) au cours de l'année d'imposition pendant laquelle elle effectue le placement, elle a versé à des employés résidant au Manitoba des traitements et des salaires totalisant au moins 25 % de l'ensemble des traitements et des salaires qu'elle a versés au cours de cette année;

b) de tout particulier, à l'exception :

(i) d'une fiducie,

(ii) d'un particulier agissant à titre de courtier en valeurs mobilières en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*. ("eligible investor")

(b) an individual other than

(i) a trust, or

(ii) an individual acting in his or her capacity as an investment dealer under *The Securities Act*. (« investisseur admissible »)

**"responsible minister"** means the minister appointed by the Lieutenant Governor in Council to administer sections 11.13 to 11.17. (« ministre responsable »)

#### **Deduction from tax otherwise payable**

**11.13(2)** An eligible investor may deduct (under Rule 7 of subsection 4(1), in the case of an individual) from the tax otherwise payable by the investor for a taxation year ending after 2007 the amount of the investor's CEI tax credit for the year.

#### **Tax credit**

**11.13(3)** An eligible investor's community enterprise investment tax credit for a taxation year is the lesser of \$45,000. and the total of the following amounts:

(a) the lesser of \$45,000. and 30% of all amounts each of which is

(i) the cost to the investor of an eligible investment issued to the investor in the taxation year and before 2011, or

(ii) the investor's share, as determined under the regulations, of the cost to a flow-through investment vehicle of an eligible investment issued to it in the investor's taxation year and before 2011;

(b) the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is the amount determined under clause (a) for any of the 10 immediately preceding taxation years or any of the three immediately following taxation years,

« **ministre responsable** » Le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'application des articles 11.13 à 11.17. ("responsible minister")

« **placement admissible** » Placement admissible au sens des règlements. ("eligible investment")

« **reçu relatif au crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire** » Reçu établi au moyen de la formule qu'autorise le ministre responsable et contenant les renseignements prescrits au sujet d'un placement admissible émis en faveur d'un investisseur admissible ou en faveur d'une entité intermédiaire dans laquelle ce dernier a une participation. ("CEI tax credit receipt")

#### **Déduction de l'impôt par ailleurs payable**

**11.13(2)** L'investisseur admissible peut déduire — en vertu de la règle 7 du paragraphe 4(1) dans le cas d'un particulier — de l'impôt qu'il doit par ailleurs payer pour une année d'imposition se terminant après 2007 le montant de son crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire pour l'année.

#### **Crédit d'impôt**

**11.13(3)** Le crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire accordé à un investisseur admissible à l'égard d'une année d'imposition correspond à 45 000 \$ ou, s'il est inférieur, au total des montants suivants :

a) 45 000 \$ ou, si le montant obtenu est inférieur, 30 % de tous les montants représentant chacun :

(i) soit le coût pour l'investisseur d'un placement admissible émis en sa faveur pendant l'année mais avant 2011,

(ii) soit la part de l'investisseur, déterminée conformément aux règlements, du coût pour un moyen de placement intermédiaire d'un placement admissible émis en sa faveur pendant l'année mais avant 2011;

b) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants représentant chacun le montant calculé en vertu de l'alinéa a) à l'égard d'une des 10 années d'imposition précédentes ou d'une des trois années d'imposition subséquentes,

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is,

(A) if the investor is an individual, the amount that would be determined under Rule 7 of subsection 4(1) for any of those preceding or following taxation years if the individual's CEI tax credit for that year were nil, or

(B) if the investor is a corporation, the total of all amounts each of which is the amount that would be the corporation's tax payable for any of those preceding or following taxation years if the corporation's CEI tax credit for that year were nil.

### **Interpretation**

**11.13(4)** For the purpose of subsection (3),

(a) if the eligible investor irrevocably subscribed and paid for an eligible investment before acquiring it, the acquisition of it is deemed to have occurred when it was irrevocably subscribed and paid for; and

(b) the cost to an individual of an eligible investment that also qualifies as an eligible investment of the individual under section 11.8 is the amount, if any, by which the cost otherwise determined exceeds \$30,000.

### **Issuer must provide receipt**

**11.13(5)** The issuer of an eligible investment to an eligible investor must provide a CEI tax credit receipt to the investor no later than the 60th day after the end of the year in which the investment was acquired by the investor.

### **Proof of credit**

**11.13(6)** An eligible investor is not entitled to a credit under this section unless the amount for which the credit is claimed is proven by filing a CEI tax credit receipt with the Minister of National Revenue.

### **Use of eligible investment proceeds**

**11.14(1)** The issuer of an eligible investment must use or invest the proceeds of the issuance in accordance with the regulations.

(ii) le total des montants représentant chacun :

(A) si l'investisseur est un particulier, le montant qui serait déterminé en vertu de la règle 7 figurant au paragraphe 4(1) à l'égard d'une de ces années d'imposition si le crédit pour cette année était nul,

(B) si l'investisseur est une corporation, le total des montants représentant chacun le montant qui serait l'impôt payable par la corporation à l'égard d'une de ces années d'imposition si le crédit pour cette année était nul.

### **Interprétation**

**11.13(4)** Pour l'application du paragraphe (3) :

a) si l'investisseur admissible a irrévocablement souscrit et payé un placement admissible avant de l'acquérir, l'acquisition est réputée avoir eu lieu au moment de la souscription et du paiement;

b) le coût pour un particulier d'un placement admissible qui est également un placement admissible du particulier en vertu de l'article 11.8 correspond à l'excédent éventuel du coût déterminé sur 30 000 \$.

### **Obligation de délivrer un reçu**

**11.13(5)** L'émetteur d'un placement admissible dont un investisseur admissible est titulaire est tenu de délivrer à l'investisseur, dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'acquisition, un reçu relatif au crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire.

### **Preuve du crédit**

**11.13(6)** L'investisseur admissible n'a droit à un crédit en vertu du présent article que s'il atteste le montant demandé en déposant auprès du ministre du Revenu national un reçu relatif au crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire.

### **Produit de l'émission**

**11.14(1)** L'émetteur d'un placement admissible utilise ou place le produit de l'émission conformément aux règlements.

### **Minister may assess penalty**

**11.14(2)** If satisfied that the issuer has not used or invested the proceeds in accordance with the regulations, the responsible minister may, by written order, require the issuer to pay to the Minister of Finance for Manitoba a penalty not exceeding 30% of the proceeds that were not used or invested as required.

### **Restriction on transfers**

**11.15** An eligible investment must not be transferred except as permitted by the regulations.

### **Recovery of credit on early redemption or return of capital**

**11.16(1)** Subject to subsection (2) and the regulations, if, within three years after the day that an eligible investment is issued, the investment is redeemed or an amount is paid to its holder as a return of capital, the person who held the investment immediately before the redemption or payment (referred to in this section as the "holder") must pay a tax equal to the lesser of

- (a) 30% of the amount of the consideration for which the investment was issued; and
- (b) the amount that would, but for subsection (3), be payable to the holder on the redemption or as a return of capital.

### **Exceptions**

**11.16(2)** Subsection (1) does not apply

- (a) in respect of an investment if no CEI tax credit has been claimed for it and the CEI tax credit receipt for the investment has been returned to the issuer of the investment; or
- (b) to a redemption of an investment if it occurs at the written request of the holder and the investment devolved on the holder as a consequence of the death of an individual who held the investment.

### **Withholding and remittance of tax**

**11.16(3)** If tax is payable under subsection (1) in respect of an eligible investment, the issuer of the investment must

- (a) withhold the amount of the tax from the amount otherwise payable to the holder;

### **Imposition d'une pénalité**

**11.14(2)** S'il est convaincu que l'émetteur n'a pas utilisé ni placé le produit conformément aux règlements, le ministre responsable peut, par arrêté, obliger celui-ci à payer au ministre des Finances du Manitoba une pénalité n'excédant pas 30 % du produit qui n'a pas été utilisé ni placé correctement.

### **Restrictions applicables aux transferts**

**11.15** Les transferts de placements admissibles sont subordonnés aux règlements.

### **Recouvrement du crédit en cas de rachat anticipé ou de remise du capital**

**11.16(1)** Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, si, dans les trois ans suivant la date d'émission d'un placement admissible, celui-ci est racheté ou un montant est versé à son titulaire à titre de remise de capital, la personne qui était titulaire du placement immédiatement avant le rachat ou le versement (appelée « titulaire » dans le présent article) paie un impôt correspondant au moins élevé des montants suivants :

- a) 30 % du montant de la contrepartie pour laquelle le placement a été émis;
- b) le montant qui, sans le paragraphe (3), lui aurait été payable au moment du rachat ou à titre de remise de capital.

### **Exceptions**

**11.16(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

- a) au placement n'ayant fait l'objet d'aucune demande de crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire, pour autant que le reçu relatif à ce crédit ait été remis à l'émetteur du placement;
- b) au rachat d'un placement ayant lieu à la suite d'une demande écrite du titulaire, pour autant que le placement ait été dévolu à celui-ci en raison du décès du particulier qui en était le titulaire.

### **Retenue et versement**

**11.16(3)** Si un impôt est payable en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un placement admissible, l'émetteur :

- a) retient l'impôt sur le montant payable par ailleurs au titulaire;

(b) issue to the holder a receipt showing the amount of tax withheld;

(c) within 30 days after the transaction, remit the withheld amount to the Minister of Finance for Manitoba on behalf of the holder; and

(d) submit with the remitted amount a statement containing prescribed information.

### **Liability for tax**

**11.16(4)** If the issuer fails to withhold and remit an amount as required by subsection (3), the issuer is liable to pay the amount to the Minister of Finance for Manitoba on behalf of the holder, and is entitled to recover the amount so paid from the holder.

### **Interpretation**

**11.16(5)** For the purpose of this section,

(a) a share in the capital stock of a corporation is redeemed when it is redeemed, acquired or cancelled by the corporation or is acquired by a person who does not deal with the corporation at arm's length; and

(b) if a share in the capital stock of a corporation is converted into another share in the capital stock of the corporation, the other share is deemed to be the same share as, and to have been issued at the same time as, the original share.

### **Regulations**

**11.17(1)** The Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) defining "eligible investment" and any other term used in sections 11.13 to 11.16 but not defined;

(b) respecting the use of the proceeds of issuing eligible investments;

(c) establishing recordkeeping and reporting requirements for issuers of eligible investments;

(d) prescribing information to be included on CEI tax credit receipts;

(e) prescribing circumstances in which eligible investments may be transferred;

b) délivre au titulaire un reçu indiquant le montant de l'impôt retenu;

c) dans les 30 jours suivant l'opération, verse le montant retenu au ministre des Finances du Manitoba pour le compte du titulaire;

d) joint au versement un état contenant les renseignements prescrits.

### **Assujettissement à l'impôt**

**11.16(4)** L'émetteur qui omet d'effectuer la retenue et le versement prévus au paragraphe (3) est tenu de payer le montant en question au ministre des Finances du Manitoba pour le compte du titulaire et a le droit de le recouvrer auprès de ce dernier.

### **Interprétation de « rachat »**

**11.16(5)** Pour l'application du présent article :

a) une action du capital-actions d'une corporation est rachetée lorsque cette dernière l'acquiert, l'annule ou la rachète ou si une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance l'acquiert;

b) si une action du capital-actions d'une corporation est convertie en une autre action de son capital-actions, celle-ci est assimilée à l'action originale et est réputée avoir été émise en même temps qu'elle.

### **Règlements**

**11.17(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) définir « placement admissible » et tout autre terme qui est utilisé dans les articles 11.13 à 11.16 mais qui n'y est pas défini;

b) prendre des mesures concernant l'utilisation du produit de l'émission de placements admissibles;

c) établir des exigences concernant la tenue de livres comptables par les émetteurs de placements admissibles et leurs obligations d'information;

d) prescrire les renseignements qui doivent figurer sur les reçus délivrés à l'égard du crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire;

e) prescrire les circonstances dans lesquelles les placements admissibles peuvent être transférés;

(f) imposing a tax or penalty on the issuer of an eligible investment in circumstances where

(i) the issuer fails to comply with any requirement prescribed under this section,

(ii) the issuer allows the investment to be transferred contrary to section 11.15, or

(iii) the investment ceases to be an eligible investment within three years after the day it was issued;

(g) respecting subsection 11.16(1) (recovery of credit), including regulations that

(i) exempt transactions from that subsection, or

(ii) reduce the amount otherwise payable under that subsection;

(h) enabling eligible investors to earn CEI tax credits in respect of an eligible investment acquired by a flow-through investment vehicle, such as a partnership or trust, to which they have contributed the capital required for the investment, including regulations that

(i) establish recordkeeping and reporting requirements for such investment vehicles,

(ii) extend the application of sections 11.15 and 11.16, with necessary changes, to investments in such investment vehicles, and

(iii) impose a tax or penalty on a flow-through investment vehicle or its investors for any failure to comply with section 11.15 or 11.16 or any regulation made under this section;

(i) modifying, extending or limiting the application of sections 11.13 to 11.16 to a corporation and its shareholders in the event of a reorganization, merger or amalgamation or a plan of arrangement under *The Corporations Act*;

(j) respecting any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable for the proper administration of the CEI tax credit.

f) exiger que l'émetteur d'un placement admissible paie un impôt ou une pénalité dans les cas suivants :

(i) il omet d'observer les exigences énoncées au présent article,

(ii) il permet le transfert du placement contrairement à l'article 11.15,

(iii) le placement cesse d'être admissible dans les trois ans suivant son émission;

g) prendre des mesures concernant le paragraphe 11.16(1) et, notamment :

(i) soustraire des opérations à son application,

(ii) réduire le montant normalement payable sous son régime;

h) permettre aux investisseurs admissibles d'obtenir des crédits d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire à l'égard d'un placement admissible acquis par un moyen de placement intermédiaire, y compris une société en nom collectif ou une fiducie, auquel ils ont versé le capital nécessaire au placement et, notamment :

(i) établir des exigences concernant la tenue de livres comptables par ces moyens de placement et leurs obligations d'information,

(ii) étendre l'application des articles 11.15 et 11.16, avec les adaptations nécessaires, aux placements effectués dans ces moyens de placement,

(iii) exiger que les moyens de placement ou leurs investisseurs paient un impôt ou une pénalité s'ils font défaut d'observer l'article 11.15 ou 11.16 ou les règlements d'application du présent article;

i) modifier, étendre ou restreindre l'application des articles 11.13 à 11.16 à une corporation et à ses actionnaires si une réorganisation, une fusion ou un arrangement a lieu sous le régime de la *Loi sur les corporations*;

j) prendre toute autre mesure nécessaire ou utile à l'application du crédit d'impôt pour placement dans une entreprise communautaire.

### **Administration and enforcement**

**11.17(2)** For the purpose of administering and enforcing sections 11.13 to 11.16 and the regulations made under this section, the responsible minister has all the powers conferred by this Act on the Minister of Finance for Manitoba or the Minister of National Revenue in relation to the administration or enforcement of any other provision of this Act.

### **Delegation**

**11.17(3)** The responsible minister may delegate to one or more persons employed in the government, or to the administrator appointed under section 10.1 of *The Labour-Sponsored Venture Capital Corporations Act*, any power conferred or duty imposed on the responsible minister under subsection (2) or sections 11.13 to 11.16, or under the regulations made under this section.

45 *Section 53.1 is replaced with the following:*

### **General anti-avoidance rule**

**53.1(1)** The following definitions apply in this section.

"**avoidance transaction**" means a transaction

- (a) that, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit; or
- (b) that is part of a series of transactions, which series, but for this section, would result, directly or indirectly, in a tax benefit;

but does not include a transaction that may reasonably be considered

- (c) to have been undertaken or arranged primarily for bona fide purposes other than
  - (i) to obtain a tax benefit,
  - (ii) to reduce, avoid or defer a tax, or an amount payable as or in respect of tax, under any other Act of the Legislature or under any Act of Parliament or of any other legislature in Canada,
  - (iii) to increase a refund of tax, or of an amount in respect of tax, under any Act referred to in subclause (ii), or

### **Application**

**11.17(2)** Pour l'application des articles 11.13 à 11.16 et des règlements visés au présent article, le ministre responsable possède les pouvoirs que la présente loi confère au ministre des Finances du Manitoba ou au ministre du Revenu national en ce qui a trait à l'application de toute autre disposition de la présente loi.

### **Délégation**

**11.17(3)** Le ministre responsable peut déléguer à une ou à plusieurs personnes qui travaillent pour le gouvernement ou à l'administrateur nommé en application de l'article 10.1 de la *Loi sur les corporations à capital de risque de travailleurs* les attributions que lui confèrent le paragraphe (2), les articles 11.13 à 11.16 ou les règlements visés au présent article.

45 *L'article 53.1 est remplacé par ce qui suit :*

### **Évitement fiscal**

**53.1(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **attribut fiscal** » S'agissant des attributs fiscaux d'une personne :

a) l'un ou l'autre des montants suivants :

- (i) le revenu, la perte ou le revenu imposable de la personne,
- (ii) dans le cas d'un particulier, son revenu gagné au Manitoba ou son revenu pour l'année, au sens de l'article 1,
- (iii) dans le cas d'une corporation, son revenu imposable gagné dans l'année au Manitoba, au sens du paragraphe 7(5),
- (iv) le revenu imposable gagné au Canada de la personne,
- (v) l'impôt ou tout autre montant qui est payable par la personne ou qui lui est remboursable en application de la présente loi;

b) tout montant à prendre en compte pour le calcul d'un montant visé à l'alinéa a). ("tax consequences")

(iv) any combination of the purposes mentioned in subclauses (i) to (iii); or

(d) to be a transaction that would not result, directly or indirectly, in

(i) a misuse of the provisions of this Act or the regulations, or

(ii) an abuse having regard to those provisions, other than this section, read as a whole. (« opération d'évitement »)

**"tax benefit"** means

(a) a reduction, avoidance or deferral of tax or of any other amount payable under this Act; or

(b) an increase in a refund of tax or of any other amount under this Act. (« avantage fiscal »)

**"tax consequences"** to a person means

(a) the amount of

(i) the person's income, loss or taxable income,

(ii) in the case of an individual, the individual's Manitoba income or the individual's income for the year, as defined in section 1,

(iii) in the case of a corporation, the corporation's taxable income earned in the year in Manitoba, as defined in subsection 7(5),

(iv) the person's taxable income earned in Canada, or

(v) the tax or other amount payable by or refundable to the person under this Act; and

(b) any amount that is relevant for computing an amount referred to in clause (a). (« attribut fiscal »)

**« avantage fiscal »**

a) Réduction, évitement ou report d'impôt ou de tout autre montant exigible en application de la présente loi;

b) augmentation d'un remboursement d'impôt ou de tout autre montant visé par la présente loi. ("tax benefit")

**« avis d'imposition »** Avis de cotisation, de nouvelle cotisation, de cotisation supplémentaire ou concernant un montant déterminé qui est établi conformément à l'article 14 ou 15 et qui tient compte du paragraphe (2) ou (5) en ce qui a trait à une opération ou à une série d'opérations. ("tax notice")

**« opération »** Est assimilé à une opération une convention, un mécanisme ou un événement. ("transaction")

**« opération d'évitement »** Opération :

a) dont, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avantage fiscal;

b) qui fait partie d'une série d'opérations dont, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, un avantage fiscal.

La présente définition exclut l'opération qui, selon toute vraisemblance :

c) soit est principalement effectuée pour des objets véritables autres :

(i) que l'obtention d'un avantage fiscal,

(ii) que la réduction, l'évitement ou le report d'impôt ou d'un montant exigible au titre ou à l'égard de l'impôt en application d'une autre loi de l'Assemblée législative ou d'une loi du Parlement ou d'une autre assemblée législative du Canada,

(iii) que l'augmentation d'un remboursement d'impôt ou d'un remboursement d'un montant exigible à l'égard de l'impôt en application d'une loi visée au sous-alinéa (ii),

(iv) qu'une combinaison des objets mentionnés aux sous-alinéas (i) à (iii);



"**tax notice**" means a notice of assessment, reassessment, additional assessment or determination under section 14 or 15 that reflects the application of subsection (2) or (5) in relation to a transaction or series of transactions. (« avis d'imposition »)

"**transaction**" includes an arrangement or event. (« opération »)

### **Tax consequences to be determined**

**53.1(2)** If a transaction is an avoidance transaction, the tax consequences to a person must be determined in a manner that is reasonable in the circumstances in order to deny a tax benefit that, but for this section, would result, directly or indirectly, from that transaction or from a series of transactions that includes that transaction.

### **Additional rules for determining tax consequences**

**53.1(3)** Without limiting subsection (2), in determining the tax consequences under that subsection,

(a) any amount deducted in computing an amount referred to in clause (a) or (b) of the definition of "tax consequences" in subsection (1) may be allowed or disallowed in whole or in part;

(b) any deduction referred to in clause (a) of this subsection or any other amount used in determining an amount payable or refundable under this Act may be allocated to any person;

(c) the nature of any payment or other amount may be recharacterized; and

(d) the tax effects that would otherwise result from the application of other provisions of this Act or the regulations may be ignored.

### **Request for determination of tax consequences**

**53.1(4)** If a tax notice reflecting the application of subsection (2) to a transaction or series of transactions has been sent to a person, another person may, within 180 days after the date of the mailing of that notice, request in writing that the minister determine or redetermine the tax consequences to that other person that can reasonably be considered to relate to that transaction or series of transactions.

d) soit n'entraînerait pas, directement ou indirectement, selon le cas :

(i) un abus dans l'application des dispositions de la présente loi ou des règlements,

(ii) un abus dans l'application de ces dispositions, compte non tenu du présent article, lues dans leur ensemble. ("avoidance transaction")

### **Attributs fiscaux à déterminer**

**53.1(2)** Si une opération d'évitement est effectuée, les attributs fiscaux d'une personne sont déterminés de façon raisonnable dans les circonstances de manière à supprimer l'avantage fiscal qui, sans le présent article, découlerait, directement ou indirectement, de l'opération ou d'une série d'opérations comprenant celle-ci.

### **Règles supplémentaires**

**53.1(3)** Sans préjudice de la portée du paragraphe (2), dans le cadre de la détermination des attributs fiscaux :

a) tout montant déduit dans le calcul d'un montant visé à l'alinéa a) ou b) de la définition de « attribut fiscal » figurant au paragraphe (1) peut être admis ou refusé en totalité ou en partie;

b) toute déduction visée à l'alinéa a) du présent paragraphe ou tout autre montant servant à calculer un montant à payer ou à rembourser sous le régime de la présente loi peut être attribué à une personne;

c) la nature d'un paiement ou d'un autre montant peut être qualifiée autrement;

d) les effets fiscaux qui découleraient par ailleurs de l'application des autres dispositions de la présente loi ou des règlements peuvent ne pas être pris en compte.

### **Demande en vue de la détermination des attributs fiscaux**

**53.1(4)** Si un avis d'imposition tenant compte du paragraphe (2) en ce qui a trait à une opération ou à une série d'opérations a été envoyé à une personne, une autre personne peut, dans les 180 jours suivant la mise à la poste de l'avis, demander par écrit au ministre de déterminer ou de déterminer de nouveau ceux de ses attributs fiscaux qui peuvent vraisemblablement avoir trait à l'opération ou à la série d'opérations.

**Minister's response to request**

**53.1(5)** Upon receiving a request under subsection (4), the minister must consider the request and determine or redetermine the tax consequences to the person making the request that can reasonably be considered to relate to the transaction or series of transactions to which the request relates.

**Method of determining tax consequences**

**53.1(6)** The tax consequences to any person resulting from the application of this section may be determined only through a tax notice.

**Conferral of benefit**

**53.1.1** Section 246 of the federal Act applies for the purposes of this Act.

**Réponse du ministre**

**53.1(5)** Sur réception d'une demande présentée conformément au paragraphe (4), le ministre examine la demande et détermine ou détermine de nouveau les attributs fiscaux de l'auteur de la demande qui peuvent vraisemblablement avoir trait à l'opération ou à la série d'opérations.

**Façon de déterminer les attributs fiscaux**

**53.1(6)** Les attributs fiscaux découlant de l'application du présent article ne peuvent être déterminés que par avis d'imposition.

**Avantage conféré**

**53.1.1** L'article 246 de la loi fédérale s'applique aux fins que prévoit la présente loi.

## PART 5

### THE INSURANCE CORPORATIONS TAX ACT

*C.C.S.M. c. 150 amended*

46 *The Insurance Corporations Tax Act is amended by this Part.*

47 *The following is added after subsection 8(5):*

#### **Treasurer may waive penalty**

**8(6)** If the treasurer is satisfied that exceptional circumstances prevented an insurer or other person liable under this Act for the payment of tax from paying or remitting all or any part of the tax when it was due, the treasurer may waive all or any part of

- (a) the interest accruing on that tax; or
- (b) a penalty imposed under this section.

48 *The following is added after section 8:*

#### **Refund of overpayment**

**8.1(1)** A person is entitled to a refund, without interest, of an amount paid by the person as tax, if

- (a) the amount was not payable as tax and is not otherwise refundable under this Act; and
- (b) the person applies to the treasurer for the refund within two years after the day the amount was paid.

#### **No other right of recovery**

**8.1(2)** No person has a right of action or other remedy against the government for the recovery of an amount paid as or on account of tax under this Act, unless the person is entitled under this Act to a refund of the amount.

49 *Section 28 is repealed.*

## PARTIE 5

### LOI SUR L'IMPOSITION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

*Modification du c. 150 de la C.P.L.M.*

46 *La présente partie modifie la Loi sur l'imposition des compagnies d'assurance.*

47 *Il est ajouté, après le paragraphe 8(5), ce qui suit :*

#### **Renonciation à la pénalité**

**8(6)** S'il est convaincu que des circonstances exceptionnelles ont empêché l'assureur ou toute autre personne tenue de payer un impôt sous le régime de la présente loi de payer ou de remettre la totalité ou une partie de l'impôt à la date d'échéance, le trésorier peut renoncer en tout ou en partie :

- a) à l'intérêt couru sur cet impôt;
- b) à une pénalité imposée en vertu du présent article.

48 *Il est ajouté, après l'article 8, ce qui suit :*

#### **Remboursement du trop-perçu**

**8.1(1)** Toute personne qui a payé au titre de l'impôt un montant a le droit d'en obtenir le remboursement, sans intérêt, si :

- a) ce montant ne devait pas être payé au titre de l'impôt et n'est pas par ailleurs remboursable sous le régime de la présente loi;
- b) elle le demande au trésorier dans les deux ans suivant le paiement.

#### **Droit de recouvrement**

**8.1(2)** Seules les personnes qui ont droit sous le régime de la présente loi au remboursement d'un montant payé au titre de l'impôt visé par celle-ci bénéficient d'un droit d'action ou d'autres recours contre le gouvernement en vue du recouvrement de ce montant.

49 *L'article 28 est abrogé.*

**PART 6**

**THE MINING TAX ACT**

*C.C.S.M. c. M195 amended*  
50      *Section 24 of **The Mining Tax Act** is*  
*repealed.*

**PARTIE 6**

**LOI SUR LA TAXE MINIÈRE**

*Modification du c. M195 de la **C.P.L.M.***  
50      *L'article 24 de la **Loi sur la taxe minière***  
*est abrogé.*

## PART 7

### THE MOTIVE FUEL TAX ACT

*C.C.S.M. c. M220 amended*

51 *The Motive Fuel Tax Act is amended by this Part.*

52 *Section 1 is amended*

(a) *by repealing the definitions "farm buildings" and "farm stock";*

(b) *by replacing the definition "1-K Kerosene" in the English version with the following:*

**"1-K Kerosene"** means a grade of kerosene that is refined to a standard as fixed by the Canadian General Standards Board; (« kérosène 1-K »)

(c) *by replacing the definition "motive fuel" with the following:*

**"motive fuel"** means

(a) any fuel that is purchased for use in powering a diesel or jet engine,

(b) kerosene, bunker fuel or crude oil, if it is purchased only for heating, and

(c) any other fuel designated in the regulations as motive fuel; (« carburant »)

(d) *by adding the following definition:*

**"biodiesel"** means an ester-based oxygenated fuel that is derived from vegetable oils, animal fats or other biomass material; (« biodiesel »)

## PARTIE 7

### LOI DE LA TAXE SUR LE CARBURANT

*Modification du c. M220 de la C.P.L.M.*

51 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur le carburant.*

52 *L'article 1 est modifié :*

a) *par suppression des définitions de « animaux de ferme » et de « bâtiments agricoles »;*

b) *par substitution, à la définition de « 1-K Kerosine » figurant dans la version anglaise, de ce qui suit :*

**"1-K Kerosene"** means a grade of kerosene that is refined to a standard as fixed by the Canadian General Standards Board; (« kérosène 1-K »)

c) *par substitution, à la définition de « carburant », de ce qui suit :*

**« carburant »**

a) Carburant acheté pour faire fonctionner un moteur diesel ou un moteur à réaction;

b) kérosène, mazout ou pétrole brut acheté exclusivement pour le chauffage;

c) tout autre combustible désigné à ce titre par règlement. ("motive fuel")

d) *par adjonction, en ordre alphabétique, de la définition suivante :*

**« biodiesel »** Carburant oxygéné à base d'esters qui est dérivé d'huiles végétales, de gras animal ou de toute autre biomasse. ("biodiesel")

(e) by adding the following definition:

**"farm building"** means a building used by a person, in the course of farming, exclusively for one or more of the following purposes:

- (a) raising or keeping livestock for sale or for the sale of livestock products,
- (b) growing crops — or storing crops grown by the person — for sale or for use as feed for livestock being raised or kept by the person for sale or for the sale of livestock products; (« bâtiment agricole »)

53(1) *Clauses 2.1(1)(b) and (c) are replaced with the following:*

- (b) for use only in heating or cooling a farm building; or
- (c) for use only in drying crops with a grain dryer in the course of farming.

53(2) *Clause 2.1(2)(f) of the English version is amended by replacing the part before subclause (ii) with the following:*

- (f) for use only in operating an engine exclusively off-highway
  - (i) to recover ore, or

53(3) *Subsection 2.1(7) of the English version is amended in the section heading and in the subsection by striking out "Kerosine" and substituting "Kerosene".*

e) par adjonction, en ordre alphabétique, de la définition suivante :

« **bâtiment agricole** » Bâtiment utilisé par une personne, dans le cours d'activités agricoles, exclusivement à l'une ou plusieurs des fins suivantes :

- a) l'élevage ou la garde d'animaux de ferme en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage;
- b) la production de récoltes — ou l'entreposage de récoltes qu'elle produit — destinées à la vente ou devant servir d'aliments pour les animaux de ferme élevés ou gardés par elle en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage. ("farm building")

53(1) *Les alinéas 2.1(1)(b) et c) sont remplacés par ce qui suit :*

- b) pour le chauffage ou le refroidissement d'un bâtiment agricole;
- c) pour le séchage de récoltes au moyen d'un séchoir à grains dans le cours d'activités agricoles.

53(2) *L'alinéa 2.1(2)(f) de la version anglaise est modifié par substitution, au passage qui précède le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :*

- (f) for use only in operating an engine exclusively off-highway
  - (i) to recover ore, or

53(3) *Le titre et le texte du paragraphe 2.1(7) de la version anglaise sont modifiés par substitution, à « Kerosine », de « Kerosene ».*

53(4) *The following is added after subsection 2.1(7):*

**Exemption for biodiesel produced in Manitoba**

**2.1(8)** No tax is payable on

- (a) biodiesel purchased before April 1, 2011; or
- (b) the biodiesel portion of blended motive fuel purchased before April 1, 2011;

if the biodiesel is produced in Manitoba and meets the requirements of American Society for Testing and Materials International Standard D 6751, Standard Specification for Biodiesel Fuel Blend Stock (B100) for Middle Distillate Fuels, as amended from time to time.

54 *The following is added after subsection 2.2(3):*

**Refund of tax on motive fuel used to produce electricity**

**2.2(3.1)** A purchaser of motive fuel is entitled to a refund of the tax paid on that motive fuel if

- (a) the motive fuel is used by the purchaser to produce electricity for sale; and
- (b) the purchaser applies for the refund in accordance with subsection (4).

55(1) *Subsection 15(4) is amended by striking out "deemed to have been received by the collector during that period" and substituting "required to be remitted by the collector for that period".*

55(2) *Subsections 15(5) and (6) are repealed.*

56 *Subsection 19.2(2) is amended by striking out everything after "Consolidated Fund" and substituting "from the proceeds of the tax."*

53(4) *Il est ajouté, après le paragraphe 2.1(7), ce qui suit :*

**Exemption — biodiesel produit au Manitoba**

**2.1(8)** Aucune taxe n'est payable à l'égard du biodiesel acheté avant le 1<sup>er</sup> avril 2011 ou du biodiesel contenu dans du carburant mélangé acheté avant cette date, pour autant que le biodiesel soit produit au Manitoba et réponde à la version la plus récente de la norme internationale D-6751 de l'American Society for Testing and Materials intitulée *Standard Specification for Biodiesel Fuel Blend Stock (B100) for Middle Distillate Fuels*.

54 *Il est ajouté, après le paragraphe 2.2(3), ce qui suit :*

**Remboursement de la taxe — carburant servant à produire de l'électricité**

**2.2(3.1)** L'acheteur de carburant a le droit d'obtenir un remboursement de la taxe qu'il a payée sur le carburant s'il remplit les conditions suivantes :

- a) il l'utilise pour produire de l'électricité destinée à la vente;
- b) il demande le remboursement en conformité avec le paragraphe (4).

55(1) *Le paragraphe 15(4) est modifié par substitution, à « est réputé avoir reçu au cours de cette période », de « doit remettre pour cette période ».*

55(2) *Les paragraphes 15(5) et (6) sont abrogés.*

56 *Le paragraphe 19.2(2) est modifié par substitution, au passage qui suit « sur le Trésor », de « à l'aide du produit de la taxe. ».*

57 *Subsection 19.3(3) is replaced with the following:*

**Obligations re licence and decals**

**19.3(3)** When a qualified motor vehicle is operated in Manitoba under a carrier licence,

- (a) the operator of the vehicle must
  - (i) carry a copy of the licence in the cab of the vehicle at all times,
  - (ii) produce the copy of the licence for inspection upon the request of a peace officer or other authorized person, and
  - (iii) ensure that carrier decals are affixed to the cab of the vehicle in accordance with the regulations; and
- (b) the owner of the vehicle, if he or she is not the operator of it, must
  - (i) ensure that a copy of the licence is carried by the operator in the cab of the vehicle, and
  - (ii) ensure that carrier decals are affixed to the cab of the vehicle in accordance with the regulations.

58(1) *The centred heading "RECORDS AND INFORMATION" before section 20 is replaced with "REFINERS' RETURNS".*

58(2) *Subsection 20(3) is repealed.*

59 *Section 36 and the centred heading before it are repealed.*

57 *Le paragraphe 19.3(3) est remplacé par ce qui suit :*

**Obligations concernant la licence et les autocollants**

**19.3(3)** Si un véhicule automobile admissible est exploité au Manitoba en vertu d'une licence de transporteur :

- a) le conducteur du véhicule :
  - (i) conserve une copie de la licence dans la cabine du véhicule à tout moment,
  - (ii) produit la copie de la licence pour examen à la demande d'un agent de la paix ou de toute autre personne autorisée,
  - (iii) fait en sorte que les autocollants de transporteur soient apposés sur la cabine du véhicule en conformité avec les règlements;
- b) le propriétaire du véhicule, s'il n'en est pas le conducteur :
  - (i) fait en sorte que le conducteur conserve une copie de la licence dans la cabine du véhicule,
  - (ii) fait en sorte que les autocollants de transporteur soient apposés sur la cabine du véhicule en conformité avec les règlements.

58(1) *L'intertitre précédant l'article 20 est remplacé par « DÉCLARATIONS DES RAFFINEURS ».*

58(2) *Le paragraphe 20(3) est abrogé.*

59 *L'article 36 et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*



**PART 8**

**THE PROPERTY TAX AND  
INSULATION ASSISTANCE ACT**

*C.C.S.M. c. P143 amended*

60 **The Property Tax and Insulation Assistance Act** is amended by this Part.

61 *The definition "applicable percentage" in subsection 16.1(1) is amended*

(a) in clause (b), by striking out "or a subsequent";  
and

(b) by striking out "and" at the end of clause (a) and adding the following after clause (b):

(c) in relation to the 2007 taxation year, 65%;

(d) in relation to the 2008 taxation year, 70%;

(e) in relation to the 2009 taxation year, 75%;  
and

(f) in relation to a taxation year after 2009, 80%.

**PARTIE 8**

**LOI SUR L'AIDE EN MATIÈRE  
DE TAXES FONCIÈRES ET D'ISOLATION  
THERMIQUE DES RÉSIDENCES**

*Modification du c. P143 de la C.P.L.M.*

60 *La présente partie modifie la Loi sur l'aide en matière de taxes foncières et d'isolation thermique des résidences.*

61 *La définition de « pourcentage applicable » figurant au paragraphe 16.1(1) est modifiée :*

a) dans l'alinéa b), par substitution, à « à compter », de « dans le cas »;

b) par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le cas de l'année d'imposition 2007, 65 %;

d) dans le cas de l'année d'imposition 2008, 70 %;

e) dans le cas de l'année d'imposition 2009, 75 %;

f) dans le cas d'une année d'imposition postérieure à 2009, 80 %.

## PART 9

### THE RETAIL SALES TAX ACT

*C.C.S.M. c. R130 amended*

62 **The Retail Sales Tax Act** is amended by this Part.

63(1) *Subsection 1(1) is amended*

(a) *by adding the following definitions:*

**"dwelling unit"** means

(a) a house, apartment, suite, or separate portion of a multiple dwelling, occupied by a single family or a group of persons living as a single family or household, or

(b) an apartment block or other multiple dwelling containing not more than four apartments, suites, or other self-contained domestic establishments; (« résidence »)

**"family member"** of a person means any of the following:

(a) a parent, grandparent, child or grandchild of the person,

(b) the spouse or common-law partner of

(i) the person, or

(ii) a parent or child of the person,

(c) a parent or child of the person's spouse or common-law partner; (« membre de la famille »)

**"farm building"** means a building used by a person, in the course of farming, exclusively for one or more of the following purposes:

(a) raising or keeping livestock for sale or for the sale of livestock products,

## PARTIE 9

### LOI DE LA TAXE SUR LES VENTES AU DÉTAIL

*Modification du c. R130 de la C.P.L.M.*

62 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur les ventes au détail.*

63(1) *Le paragraphe 1(1) est modifié :*

*a) par adjonction, en ordre alphabétique, des définitions suivantes :*

**« bâtiment agricole »** Bâtiment utilisé par une personne, dans le cours d'activités agricoles, exclusivement à l'une ou plusieurs des fins suivantes :

a) l'élevage ou la garde d'animaux de ferme en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage;

b) la production de récoltes — ou l'entreposage de récoltes qu'elle produit — destinées à la vente ou devant servir d'aliments pour les animaux de ferme élevés ou gardés par elle en vue de leur vente ou de la vente de produits d'élevage. ("farm building")

**« gaz canalisé »** Gaz naturel ou manufacturé qui est utilisé à titre de combustible et qui est livré à l'acheteur au moyen d'un réseau de canalisation. ("piped gas")

**« membre de la famille »** S'entend, relativement à une personne :

a) de l'un de ses parents, grands-parents, enfants ou petits-enfants;

b) de son conjoint ou conjoint de fait ou de celui d'un de ses parents ou de ses enfants;

c) de l'un des parents ou des enfants de son conjoint ou conjoint de fait. ("family member")

(b) growing crops — or storing crops grown by the person — for sale or for use as feed for livestock being raised or kept by the person for sale or for the sale of livestock products; (« bâtiment agricole »)

**"piped gas"** means natural or manufactured gas that is used as fuel and is delivered to the purchaser by means of a gas pipe distribution system; (« gaz canalisé »)

*(b) in the definition "purchase price" or "sale price", by replacing everything after clause (b) with the following:*

(c) any tax, levy or duty imposed by any level of government in respect of the sale or in respect of the tangible personal property or the taxable service that is the subject of the sale, and paid or collected by the seller, other than

(i) a tax under this Act,

(ii) the goods and services tax under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada), and

(iii) any tax or levy imposed by a municipality in respect of electricity or piped gas,

whether or not the charges, costs, tax, levy, or duty included by clauses (a), (b), and (c) are shown separately on any invoice or in the books of the seller or of the purchaser;

*(c) in the definition "sale", by replacing clause (i) with the following:*

(i) a gift or other transfer of title for no consideration, other than

(i) a transfer under a bequest or by devolution of an estate, and

(ii) a gift of property by a person (the "donor") to a charitable organization or to a family member of the donor, if

(A) the donor paid the tax on the fair value of the property as at the date of purchase by the donor,

« **résidence** » Selon le cas :

a) maison, appartement, suite ou partie distincte d'une habitation multifamiliale, occupée par une seule famille ou par un groupe de personnes vivant comme une seule famille ou un seul ménage;

b) immeuble résidentiel ou autre habitation multifamiliale comptant au plus quatre appartements, suites ou autres locaux d'habitation autonomes. ("dwelling unit")

*b) dans la définition de « prix d'achat » ou « prix de vente », par substitution, au passage qui suit l'alinéa b), de ce qui suit :*

c) tous les impôts, taxes ou droits prélevés par un niveau de gouvernement à l'égard de la vente, du bien personnel corporel ou du service taxable qui fait l'objet de la vente, et payés ou perçus par le vendeur, à l'exclusion :

(i) d'une taxe établie par la présente loi,

(ii) de la taxe sur les produits et services prévue à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada),

(iii) de tout impôt ou taxe prélevé par une municipalité à l'égard de l'électricité ou du gaz canalisé.

Les frais, impôts, taxes ou droits mentionnés aux alinéas a), b) et c) sont visés par la présente définition, qu'ils soient ou non indiqués séparément sur les factures ou dans les livres du vendeur ou de l'acheteur.

*c) dans la définition de « vente », par substitution, à l'alinéa i), de ce qui suit :*

i) d'une donation ou d'un autre transfert de titre sans contrepartie, à l'exception :

(i) d'un transfert effectué à la suite d'un legs ou par dévolution d'une succession,

(ii) de la donation d'un bien faite par une personne (le « donateur ») à un membre de sa famille ou à un organisme de bienfaisance si le donateur a, selon le cas :

(A) payé la taxe sur la juste valeur du bien à la date de son achat,

(B) the donor acquired the property under a bequest or by devolution of an estate,

(C) the donor was exempted by clause 3(1)(y) (settler's effects) from having to pay the tax on the property, or

(D) the donor acquired the property as a gift from a family member of the donor who paid the tax on the fair value of the property, and, if the property is a vehicle and the donor is giving it to a family member, the donor so acquired it at least 12 months earlier or from a family member who is also a family member of the person to whom the donor is transferring the vehicle, and

*(d) in the definition "sale", by adding the following after clause (j):*

but does not include a transfer of property to an insurer as part of the settlement of an insurance claim;

*(e) in the definition "tangible personal property",*

*(i) by replacing clause (a) with the following:*

(a) personal property that can be measured in any way or is perceptible to the senses in any way,

*(ii) in clause (b), by striking out "and apparatus, including storage structures," and substituting ", an apparatus or a storage structure — other than a warehouse, grain elevator or other storage building prescribed by regulation — that is"; and*

*(f) in the definition "vendor", by striking out "or" at the end of clause (d) and adding the following after clause (e):*

(f) as a broker or agent for a vendor, enters into an agreement for the sale of tangible personal property or a taxable service, or

(g) as a broker or agent for a vendor, arranges for the delivery of piped gas.

(B) acquis le bien à la suite d'un legs ou par dévolution d'une succession,

(C) été exempté de la taxe relative au bien par l'alinéa 3(1)y),

(D) reçu le bien à titre de donation d'un membre de sa famille qui a payé la taxe selon la juste valeur du bien et, dans le cas d'un véhicule qu'il donne à un membre de sa famille, l'a acquis au moins 12 mois plus tôt ou l'a acquis d'un membre de sa famille qui est également membre de la famille du donataire;

*d) dans la définition de « vente », par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :*

La présente définition exclut tout transfert de biens effectué en faveur d'un assureur dans le cadre du règlement d'une demande d'indemnité.

*e) dans la définition de « biens personnels corporels » :*

*(i) par substitution, à l'alinéa a), de ce qui suit :*

a) Biens personnels qui peuvent être mesurés ou perçus par les sens d'une manière quelconque;

*(ii) dans l'alinéa b), par substitution, à « et appareillage, y compris des constructions servant à l'entreposage, qui sont installés sur, sous ou dans des bâtiments ou sur des biens-fonds ou fixés à ceux-ci », de « , appareillage et constructions servant à l'entreposage — à l'exclusion des entrepôts, des silos à grains et des autres bâtiments réglementaires servant à l'entreposage — qui sont installés sur, sous ou dans des bâtiments ou des biens-fonds ou y sont fixés »;*

*f) dans la définition de « marchand », par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :*

f) en tant que courtiers ou que mandataires d'un marchand, concluent un accord en vue de la vente de biens personnels corporels ou d'un service taxable;

g) en tant que courtiers ou que mandataires d'un marchand, font le nécessaire pour que du gaz canalisé soit livré.

63(2) *The following is added after subsection 1(1.2):*

**"Common-law partner" defined**

**1(1.3)** For the purpose of the definition "family member" in subsection (1), "**common-law partner**" of a person means another person

(a) with whom the person has a common-law relationship registered under section 13.1 of *The Vital Statistics Act*; or

(b) who, not being married to the person, is cohabiting with him or her in a conjugal relationship, and has so cohabited with him or her

(i) for a period of at least three years, or

(ii) for a period of at least one year, if they are together the parents of a child.

63(3) *Subsection 1(2) is amended in the part before clause (a) by striking out "When machinery, equipment or apparatus, or a system or component," and substituting "When property referred to in any of clauses (b) to (d) of the definition "tangible personal property"."*

64(1) *Subsection 2(1.1) is amended in the part before clause (a) by striking out "by the purchaser".*

64(2) *The following is added after subsection 2(1.1):*

**Reduced rate for mixed uses of electricity**

**2(1.2)** Despite subsection (1), the tax payable on the purchase of electricity is computed at the rate of 1.4% of its fair value if some but not all of the electricity is used for

(a) heating a dwelling unit

(i) in which the purchaser resides, and

(ii) that has the permanently installed capability of being fully heated by electricity;

63(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 1(1.2), ce qui suit :*

**Définition de « conjoint de fait »**

**1(1.3)** Pour l'application de la définition de « membre de la famille » figurant au paragraphe (1), « **conjoint de fait** » s'entend de la personne qui, selon le cas :

a) vit avec une autre personne dans une union de fait enregistrée en vertu de l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*;

b) vit avec une autre personne dans une relation maritale sans être mariée avec elle :

(i) soit depuis une période d'au moins trois ans,

(ii) soit depuis une période d'au moins un an, si elles sont les parents d'un même enfant.

63(3) *Le passage introductif du paragraphe 1(2) est modifié par substitution, au texte qui précède « ne pas constituer », de « L'installation de biens visés aux alinéas b) à d) de la définition de « biens personnels corporels » sur, sous ou dans des bâtiments ou des biens-fonds ou leur fixation à ceux-ci est réputée ».*

64(1) *Le passage introductif du paragraphe 2(1.1) est modifié par suppression de « par l'acheteur ».*

64(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 2(1.1), ce qui suit :*

**Taux réduit — utilisations mixtes d'électricité**

**2(1.2)** Par dérogation au paragraphe (1), la taxe exigible à l'égard de l'achat d'électricité est calculée au taux de 1,4 % de sa juste valeur si une partie de l'électricité, mais non l'ensemble de celle-ci, est utilisée :

a) pour le chauffage d'un logement :

(i) dans lequel l'acheteur réside,

(ii) qui peut être entièrement chauffé à l'électricité de façon permanente;

(b) heating or cooling a building that would qualify as a farm building if the reference to "exclusively" in the definition "farm building" in subsection 1(1) were read as "principally"; or

(c) producing heat for drying crops with a grain dryer in the course of farming.

### **Reduced rate for mixed uses of piped gas**

**2(1.3)** Subsection (1.2) applies to the purchase of piped gas as if the references in that subsection to "electricity" were read as "piped gas".

### **Reduced rate for electricity used by oil well operators**

**2(1.4)** Despite subsection (1), the tax payable on the purchase of electricity is computed at the reduced rate of 1.4% of its fair value if the electricity is

(a) purchased by an oil well operator; and

(b) used by the operator for operating machinery and equipment at a completed well site for the production of oil or gas;

and the minister has approved the use of the reduced rate.

### **Qualifying manufacturer**

**2(1.5)** For the purposes of subsections (1.7) to (1.11), a person is a qualifying manufacturer at a particular time if he or she is carrying on a manufacturing or processing business in Manitoba at that time and meets the following conditions in relation to the last fiscal year that ended before that time:

(a) the total of the person's

(i) cost of manufacturing and processing capital for the fiscal year, and

(ii) cost of manufacturing and processing labour for the fiscal year,

is more than 50% of the total of the person's

(iii) cost of capital for the fiscal year, and

(iv) cost of labour for the fiscal year; and

b) pour le chauffage ou le refroidissement d'un bâtiment qui serait un bâtiment agricole si la mention de « exclusivement » figurant au paragraphe 1(1) dans la définition de « bâtiment agricole » était remplacée par une mention de « principalement »;

c) pour la production de chaleur aux fins du séchage de récoltes au moyen d'un séchoir à grains dans le cours d'activités agricoles.

### **Taux réduit — utilisations mixtes de gaz canalisé**

**2(1.3)** Le paragraphe (1.2) s'applique à l'achat de gaz canalisé comme si les mentions d'« électricité » figurant à ce paragraphe étaient remplacées par des mentions de « gaz canalisé », avec les adaptations grammaticales nécessaires.

### **Taux réduit — électricité utilisée par les exploitants de puits de pétrole**

**2(1.4)** Par dérogation au paragraphe (1), la taxe exigible à l'égard de l'achat d'électricité est calculée au taux réduit de 1,4 % de sa juste valeur si un exploitant de puits de pétrole achète l'électricité et l'utilise pour faire fonctionner de l'équipement ou du matériel sur les lieux d'un puits complété en vue de la production de pétrole ou de gaz, pour autant que le ministre ait approuvé l'application du taux réduit.

### **Fabricant admissible**

**2(1.5)** Pour l'application des paragraphes (1.7) à (1.11), est un fabricant admissible à un moment donné la personne qui exploite une entreprise de fabrication ou de transformation au Manitoba au moment en question et qui satisfait aux conditions suivantes à l'égard du dernier exercice qui s'est terminé avant ce moment :

a) le total de son coût en capital de fabrication et de transformation et de son coût en main-d'œuvre de fabrication et de transformation pour l'exercice est supérieur à 50 % du total de son coût en capital et de son coût en main-d'œuvre pour l'exercice;

(b) the person's revenue for the fiscal year from retail sales in Manitoba to individuals for their own use or consumption is less than 50% of the person's revenue for the year from all operations in Manitoba.

### **How to determine costs**

**2(1.6)** The costs referred to in clause (1.5)(a) are to be determined in accordance with section 5202 of the *Income Tax Regulations* (Canada), with the following changes:

(a) the references to "corporation" are to be read as "person";

(b) the references to "taxation year" are to be read as "fiscal year";

(c) the references to "Canada" in the following provisions are to be read as "Manitoba":

(i) paragraph (c) of the definition "cost of capital",

(ii) paragraph (d) of the definition "cost of labour",

(iii) paragraphs (a) and (b) of the definition "qualified activities";

(d) the definition "cost of manufacturing and processing capital" is to be read without reference to "100/85 of";

(e) the definition "cost of manufacturing and processing labour" is to be read without reference to "100/75 of";

(f) the definition "qualified activities" is to be read as if the activity of extracting minerals from a mineral resource for processing were included, and the following activities were excluded:

(i) scientific research and experimental development,

(ii) activities of a person who in the fiscal year receives more than 50% of his or her funding directly or indirectly from the Government of Canada, the Government of Manitoba or a municipality, or from any combination of them.

b) le revenu qu'elle tire pour l'exercice des ventes au détail effectuées au Manitoba auprès de particuliers qui font des achats pour leur propre utilisation ou consommation est inférieur à 50 % du revenu qu'elle tire pour l'exercice de l'ensemble de ses activités dans la province.

### **Détermination des coûts**

**2(1.6)** Les coûts visés à l'alinéa (1.5)a) sont déterminés en conformité avec l'article 5202 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada), avec les adaptations suivantes :

a) les mentions de « société » sont remplacées par des mentions de « personne »;

b) les mentions de « année d'imposition » sont remplacées par des mentions de « exercice », avec les adaptations grammaticales nécessaires;

c) les mentions de « Canada » dans les dispositions indiquées ci-après sont remplacées par des mentions de « Manitoba » :

(i) l'alinéa c) de la définition de « coût en capital »,

(ii) l'alinéa d) de la définition de « coût en main-d'œuvre »,

(iii) les alinéas a) et b) de la définition de « activités admissibles »;

d) la mention « 100/85 de » est supprimée dans la définition de « coût en capital de fabrication et de transformation »;

e) la mention « 100/75 de » est supprimée dans la définition de « coût en main-d'œuvre de fabrication et de transformation »;

f) la définition de « activités admissibles » est lue comme si l'activité consistant à extraire des minéraux d'une ressource minérale à des fins de transformation était visée mais que les activités suivantes étaient exclues :

(i) la recherche scientifique et le développement expérimental,

(ii) les activités d'une personne qui, au cours de l'exercice, reçoit directement ou indirectement plus de 50 % de son financement du gouvernement du Canada, de celui du Manitoba ou d'une municipalité ou de plusieurs de ces entités.

**Reduced rate for electricity used in manufacturing or mining**

**2(1.7)** Despite subsection (1), the tax payable on the purchase of electricity is computed at the reduced rate of 1.4% of its fair value if the electricity is

- (a) purchased by a qualifying manufacturer; and
- (b) used by the qualifying manufacturer for operating manufacturing machinery or equipment the cost of which is included in the manufacturer's cost of manufacturing and processing capital under clause (1.5)(a);

and the minister has approved the use of the reduced rate.

**Minister may approve use of reduced rate**

**2(1.8)** Upon application by an oil well operator or qualifying manufacturer, the minister may approve the use of the reduced rate under subsection (1.4) or (1.7).

**If reduced rate approved**

**2(1.9)** If the minister approves the use of the reduced rate,

- (a) the minister must notify the vendor and the oil well operator or qualifying manufacturer that the reduced rate applies; and
- (b) the reduced rate applies to the operator or manufacturer for each billing period beginning after the minister receives
  - (i) the application, and
  - (ii) any additional information that he or she requires to be satisfied that the operator or manufacturer qualifies for the reduced rate.

**When reduced rate no longer applies**

**2(1.10)** The reduced rate under subsection (1.4) or (1.7) ceases to apply to the person when he or she ceases to be an oil well operator or qualifying manufacturer.

**Taux réduit — électricité utilisée dans la fabrication ou l'exploitation minière**

**2(1.7)** Par dérogation au paragraphe (1), la taxe exigible à l'égard de l'achat d'électricité est calculée au taux réduit de 1,4 % de sa juste valeur si un fabricant admissible l'achète et l'utilise pour le fonctionnement d'équipement ou de matériel dont le coût est inclus dans le coût en capital de fabrication et de transformation visé à l'alinéa (1.5)a), pour autant que le ministre ait approuvé l'application du taux réduit.

**Approbation par le ministre de l'application du taux réduit**

**2(1.8)** Sur demande d'un exploitant de puits de pétrole ou d'un fabricant admissible, le ministre peut approuver l'application d'un taux réduit sous le régime du paragraphe (1.4) ou (1.7).

**Cas où l'application du taux réduit est approuvée**

**2(1.9)** Si l'application du taux réduit est approuvée :

- a) le ministre en avise le marchand et l'exploitant de puits de pétrole ou le fabricant admissible;
- b) le taux réduit s'applique à l'exploitant ou au fabricant à l'égard de chaque période de facturation commençant après que le ministre a reçu :
  - (i) la demande,
  - (ii) les renseignements supplémentaires qu'il exige afin d'être convaincu de l'admissibilité de l'exploitant ou du fabricant au taux réduit.

**Fin de l'application du taux réduit**

**2(1.10)** Le taux réduit visé au paragraphe (1.4) ou (1.7) cesse de s'appliquer à la personne lorsqu'elle cesse d'agir à titre d'exploitant de puits de pétrole ou de fabricant admissible.



### **Notice of change**

**2(1.11)** When a person to whom the reduced rate under subsection (1.4) or (1.7) applies ceases to qualify for the reduced rate, or ceases to use the electricity for the purpose that qualifies for the reduced rate, the person must immediately notify the minister and the vendor of that fact.

64(3) *Subsection 2(2) is amended*

(a) *in clause (a), by adding "other than electricity or piped gas" after "tangible personal property"; and*

(b) *in clause (b), by adding "electricity or piped gas," after "taxable service,".*

64(4) *Subsection 2(3) is amended by striking out "subsection (2)" and substituting "subsections (1), (1.1) and (2)".*

64(5) *Subsection 2(5.3) is replaced with the following:*

**Property brought into Manitoba for temporary use 2(5.3)** A person who

(a) brings tangible personal property — other than a multijurisdictional vehicle, railway rolling stock to which subsection 5(4) applies or an aircraft — into Manitoba for temporary use in Manitoba; and

(b) satisfies the minister that the property is expected to be used in Manitoba for a period of not more than 36 months;

may pay tax under subsection (5.3.1) in respect of its use in Manitoba.

### **Calculation and payment of tax for temporary use**

**2(5.3.1)** A person who has chosen to pay tax under this subsection

(a) is not required to pay tax under subsection (1) in respect of the portion of the fair value of the property that it is not attributable to the cost of bringing the property into Manitoba or relocating it in Manitoba or of assembling or installing it in Manitoba;

### **Avis de changement**

**2(1.11)** La personne qui bénéficie du taux réduit visé au paragraphe (1.4) ou (1.7) mais qui cesse d'être admissible à ce taux ou cesse d'utiliser l'électricité à la fin donnant droit à ce taux en avise immédiatement le ministre et le marchand.

64(3) *Le paragraphe 2(2) est modifié :*

a) *dans l'alinéa a), par adjonction, après « corporel, », de « à l'exclusion de l'électricité ou du gaz canalisé, »;*

b) *dans l'alinéa b), par adjonction, après « taxable, », de « d'électricité ou de gaz canalisé, ».*

64(4) *Le paragraphe 2(3) est modifié par substitution, à « du paragraphe (2), », de « des paragraphes (1), (1.1) et (2), ».*

64(5) *Le paragraphe 2(5.3) est remplacé par ce qui suit :*

**Biens personnels corporels apportés au Manitoba pour utilisation temporaire**

**2(5.3)** La personne qui apporte un bien personnel corporel — à l'exclusion d'un véhicule multiterritorial, du matériel ferroviaire roulant visé au paragraphe 5(4) ou d'un aéronef — au Manitoba afin qu'il y soit utilisé temporairement et qui convainc le ministre que le bien sera vraisemblablement utilisé à cet endroit pendant une période maximale de 36 mois peut payer la taxe visée au paragraphe (5.3.1) à l'égard de son utilisation dans la province.

### **Calcul et paiement de la taxe pour utilisation temporaire**

**2(5.3.1)** La personne qui a choisi de payer la taxe visée au présent paragraphe :

a) n'est pas tenue de payer la taxe visée au paragraphe (1) à l'égard de la partie de la juste valeur du bien qui n'est pas attribuable aux frais d'entrée, de relocalisation, d'assemblage ou d'installation du bien au Manitoba;

(b) must pay tax under subsection (1) in respect of the remaining portion of the fair value of the property;

(c) must pay, for each calendar month in which the property is used by the person in Manitoba, a tax equal to

(i) if the property is owned by the person, 7% of 1/36th of the portion of its fair value referred to in clause (a), or

(ii) if the property is leased to or rented by the purchaser, 7% of the amount of the monthly lease or rental payments or, if they are not payable monthly, the monthly equivalent of those payments; and

(d) must report the use of the property and remit the tax in accordance with the regulations.

### Opting out of monthly tax payments

**2(5.3.2)** A person who has chosen to pay tax under subsection (5.3.1) in respect of a property may opt out of paying tax under that subsection by remitting to the minister, as a final payment on or before the 20th day of any month, the amount determined by the following formula:

$$\text{final payment} = (T + I_1) - (T_m + I_2)$$

In this formula,

T is the tax that, because of clause (5.3.1)(a), was not payable under subsection (1) in respect of the property;

I<sub>1</sub> is the amount of interest that would have accrued to the end of the immediately preceding month on the amount determined for T if it were a tax debt under *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act*;

T<sub>m</sub> is the total of the monthly tax payments made under clause (5.3.1)(c) in respect of the property;

I<sub>2</sub> is the equivalent of interest on the monthly tax payments made under clause (5.3.1)(c) to the end of the immediately preceding month, calculated using the same rate or rates of interest that are used in calculating the amount for I<sub>1</sub>.

b) paie la taxe visée au paragraphe (1) à l'égard de la partie restante de la juste valeur du bien;

c) paie, pour chaque mois civil au cours duquel elle utilise le bien au Manitoba, une taxe correspondant au montant suivant :

(i) si le bien lui appartient, 7 % de la part représentant 1/36<sup>e</sup> de la partie de la juste valeur visée à l'alinéa a),

(ii) si elle loue le bien, 7 % du montant des paiements de location mensuels ou, dans le cas où ceux-ci ne doivent pas être effectués mensuellement, l'équivalent mensuel de ces paiements;

d) fait rapport de l'utilisation du bien et remet la taxe en conformité avec les règlements.

### Cessation des paiements mensuels

**2(5.3.2)** La personne qui a choisi de payer la taxe visée au paragraphe (5.3.1) à l'égard d'un bien peut cesser de payer cette taxe en remettant au ministre, à titre de paiement final au plus tard le 20<sup>e</sup> jour de tout mois, le montant calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{paiement final} = (T + I_1) - (T_m + I_2)$$

Dans la présente formule :

T représente la taxe qui, par application de l'alinéa (5.3.1)a), n'était pas payable en vertu du paragraphe (1) à l'égard du bien;

I<sub>1</sub> représente l'intérêt qui aurait couru jusqu'à la fin du mois précédent sur le montant calculé pour l'élément T s'il était une dette fiscale au sens de la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes*;

T<sub>m</sub> représente le total des paiements de taxe mensuels effectués en vertu de l'alinéa (5.3.1)c) à l'égard du bien;

I<sub>2</sub> représente l'équivalent de l'intérêt sur les paiements de taxe mensuels effectués en vertu de l'alinéa (5.3.1)c) jusqu'à la fin du mois précédent, lequel équivalent est calculé à l'aide du ou des taux d'intérêt servant à calculer le montant pour l'élément I<sub>1</sub>.

64(6) *Clause 2(5.7)(b) of the English version is amended in subclause (ii) of the description of V in the formula by striking out "the" before "those".*

64(7) *The following is added after subsection 2(5.7):*

**Opting out of monthly tax payments**

**2(5.8)** A person who has chosen to pay tax under clause (5.7)(b) in respect of an aircraft may opt out of paying tax under that clause by remitting to the minister, as a final payment on or before the 20th day of any month, the amount determined by the following formula:

$$\text{final payment} = (T + I_1) - (T_m + I_2)$$

In this formula,

T is the tax that would otherwise have been payable under subsection (1) in respect of the property;

I<sub>1</sub> is the amount of interest that would have accrued to the end of the immediately preceding month on the amount determined for T if it were a tax debt under *The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act*;

T<sub>m</sub> is the total of the monthly tax payments made under clause (5.7)(b) in respect of the property;

I<sub>2</sub> is the equivalent of interest on the monthly tax payments made under clause (5.7)(b) to the end of the immediately preceding month, calculated using the same rate or rates of interest that are used in calculating the amount for I<sub>1</sub>.

65 *Subsection 2.2(4) is amended*

*(a) by repealing clauses (b), (c) and (d); and*

*(b) in clause (g), by striking out "that is less than an amount prescribed in the regulations" and substituting "less than \$1,000."*

64(6) *Le sous-alinéa (ii) de la version anglaise de la description de l'élément V de la formule figurant à l'alinéa 2(5.7)b est modifié par suppression, avant « those », de « the ».*

64(7) *Il est ajouté, après le paragraphe 2(5.7), ce qui suit :*

**Cessation des paiements mensuels**

**2(5.8)** La personne qui a choisi de payer la taxe visée à l'alinéa (5.7)b à l'égard d'un aéronef peut cesser de payer cette taxe en remettant au ministre, à titre de paiement final au plus tard le 20<sup>e</sup> jour de tout mois, le montant calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{paiement final} = (T + I_1) - (T_m + I_2)$$

Dans la présente formule :

T représente la taxe qui aurait par ailleurs été payable en vertu du paragraphe (1) à l'égard du bien;

I<sub>1</sub> représente l'intérêt qui aurait couru jusqu'à la fin du mois précédent sur le montant calculé pour l'élément T s'il était une dette fiscale au sens de la *Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes*;

T<sub>m</sub> représente le total des paiements de taxe mensuels effectués en vertu de l'alinéa (5.7)b à l'égard du bien;

I<sub>2</sub> représente l'équivalent de l'intérêt sur les paiements de taxe mensuels effectués en vertu de l'alinéa (5.7)b jusqu'à la fin du mois précédent, lequel équivalent est calculé à l'aide du ou des taux d'intérêt servant à calculer le montant pour l'élément I<sub>1</sub>.

65 *Le paragraphe 2.2(4) est modifié :*

*a) par abrogation des alinéas b), c) et d);*

*b) dans l'alinéa g), par substitution, à « un montant réglementaire », de « 1 000 \$ ».*

66 *Clause 2.3(4)(b) is replaced with the following:*

(b) repair parts for the vehicle or for a trailer mentioned in clause (a), while the vehicle or trailer is used for interjurisdictional commercial purposes.

67(1) *Subsection 2.4(1) is replaced with the following:*

#### **Definitions**

**2.4(1)** The following definitions apply in this section.

**"non-returnable packaging"** means packaging other than returnable packaging. (« emballage à usage unique »)

**"packaging"** means containers, pallets and other packing and wrapping materials used for providing tangible personal property or a service. (« emballage »)

**"returnable packaging"** means packaging that is customarily returned for re-use as packaging. (« emballage récupérable »)

67(2) *Subsection 2.4(2) is amended*

*(a) in clause (a), by striking out "to a purchaser"; and*

*(b) in clause (b), by striking out "the purchaser to whom the property or service is provided, even if the purchaser" and substituting "the person to whom the property or service is provided, even if that person".*

67(3) *Clause 2.4(3)(a) is replaced with the following:*

(a) it is to be used as packaging for tangible personal property or a service to be provided by the vendor and will be transferred to the person to whom the property or service is provided; and

66 *L'alinéa 2.3(4)b) est remplacé par ce qui suit :*

b) des pièces de rechange du véhicule ou de la remorque visée à l'alinéa a) pendant son utilisation à des fins commerciales interterritoriales.

67(1) *Le paragraphe 2.4(1) est remplacé par ce qui suit :*

#### **Définitions**

**2.4(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **emballage** » Contenants, palettes et autres produits d'emballage servant à fournir un bien personnel corporel ou un service. ("packaging")

« **emballage à usage unique** » Tout autre emballage qu'un emballage récupérable. ("non-returnable packaging")

« **emballage récupérable** » Emballage qui est normalement retourné pour être réutilisé. ("returnable packaging")

67(2) *Le paragraphe 2.4(2) est modifié par substitution, à « à un acheteur et non par celui-ci, même s'il », de « et non par la personne à qui le bien ou le service est fourni, même si celle-ci ».*

67(3) *L'alinéa 2.4(3)a) est remplacé par ce qui suit :*

a) l'emballage doit être utilisé par le marchand pour fournir un bien personnel corporel ou un service et sera transféré à la personne à laquelle le bien ou le service est fourni;

68(1) *Subsection 3(1) is amended*

(a) *by replacing clause (e.1) with the following:*

(e.1) subject to the regulations, drugs and medicines for livestock;

(b) *by replacing clause (l) with the following:*

(l) livestock;

(c) *in clause (o.1), by striking out "exclusively" and substituting "principally";*

(d) *in clause (u), by striking out "the face value thereof" and substituting "their face value or the applicable lettermail rate at the time of purchase";*

(e) *in clause (v), by striking out "tangible personal property used for" and substituting "tangible personal property, other than returnable packaging to which section 2.4 applies, used for";*

(f) *by adding the following after subclause (w.1)(v):*

(vi) a protective material, such as masking tape or kraft paper, if the material is to be applied to the product for its protection during painting;

(g) *by adding the following after clause (w.1):*

(w.2) a chemical or other material purchased for incorporation into crude oil or gas to stimulate or increase crude oil production or to remove contaminants from the oil or gas;

(w.3) agricultural lime purchased for use in restoring farm land;

(h) *in clause (z) of the English version, by striking out "valued at" and substituting "having";*

(i) *in clause (bb), by adding "used" before "household items";*

(j) *in clause (nn), by striking out "subsection 3(6)" and substituting "the regulations";*

(k) *in subclause (yy)(i), by striking out "2007" and substituting "2009"; and*

68(1) *Le paragraphe 3(1) est modifié :*

a) *par substitution, à l'alinéa e.1), de ce qui suit :*

e.1) sous réserve des règlements, les produits pharmaceutiques et les médicaments destinés au bétail;

b) *par substitution, à l'alinéa l), de ce qui suit :*

l) le bétail;

c) *dans l'alinéa o.1), par substitution, à « exclusivement », de « principalement »;*

d) *dans l'alinéa u), par adjonction, après « nominale », de « ou le taux applicable à l'envoi de lettres au moment de l'achat »;*

e) *dans l'alinéa v), par adjonction, après « les biens personnels corporels », de « , à l'exclusion des emballages récupérables visés à l'article 2.4, »;*

f) *par adjonction, après le sous-alinéa w.1)(v), de ce qui suit :*

(vi) les matériaux de protection, tels que le ruban-cache et le papier kraft, devant être posés sur les produits afin de les protéger lorsqu'ils sont peints;

g) *par adjonction, après l'alinéa w.1), de ce qui suit :*

w.2) les produits chimiques ou les autres substances achetées en vue de leur incorporation dans du pétrole brut ou du gaz afin que soit activée ou accrue la production de pétrole brut ou que soient enlevés les contaminants du pétrole ou du gaz;

w.3) la chaux agricole achetée en vue de la remise en état de terres agricoles;

h) *dans l'alinéa z), de la version anglaise, par substitution, à « valued at », de « having »;*

i) *dans l'alinéa bb), par adjonction, après « ménagers », de « d'occasion »;*

j) *dans l'alinéa nn), par substitution, à « du paragraphe 3(6) », de « des règlements »;*

k) *dans le sous-alinéa yy)(i), par substitution, à « 2007 », de « 2009 »;*

(l) by repealing clause (aaa).

l) par abrogation de l'alinéa aaa).

68(2) Subsection 3(2) is replaced with the following:

68(2) Le paragraphe 3(2) est remplacé par ce qui suit :

**"Used" defined**

**3(2)** For the purpose of clauses (1)(z) and (bb), "used" means previously used or owned by a consumer.

**Définition de « d'occasion »**

**3(2)** Pour l'application des alinéas (1)z) et bb), « d'occasion » se dit des biens personnels corporels qui ont déjà servi ou appartenu à un consommateur.

68(3) Subsection 3(3) is repealed.

68(3) Le paragraphe 3(3) est abrogé.

68(4) Subsections 3(17) and (17.1) are repealed.

68(4) Les paragraphes 3(17) et (17.1) sont abrogés.

68(5) The following is added after subsection 3(25):

68(5) Il est ajouté, après le paragraphe 3(25), ce qui suit :

**Exemption: consumption on aircraft**

**3(25.1)** Despite sections 2 and 2.4, no tax is payable under this Act in respect of tangible personal property purchased by a commercial air carrier solely for consumption by its passengers or crew during a flight.

**Exemption relative à la consommation à bord d'aéronefs**

**3(25.1)** Par dérogation aux articles 2 et 2.4, aucune taxe n'est payable sous le régime de la présente loi relativement aux biens personnels corporels qu'un transporteur aérien commercial achète uniquement afin qu'ils soient consommés par des passagers ou un équipage au cours d'un vol.

68(6) Subsection 3(27.1) is amended in the part before clause (a) by striking out "2007" and substituting "2009".

68(6) Le passage introductif du paragraphe 3(27.1) est modifié par substitution, à « 2007 », de « 2009 ».

68(7) Subsections 3(29), (29.1) and (30) are repealed.

68(7) Les paragraphes 3(29), (29.1) et (30) sont abrogés.

68(8) Subsection 3(30.1) of the French version is amended by striking out "d'arpentage" and substituting "de levé".

68(8) Le paragraphe 3(30.1) de la version française est modifié par substitution, à « d'arpentage », de « de levé ».

68(9) Subsection 3(31) is amended

68(9) Le paragraphe 3(31) est modifié :

(a) in clause (b) of the French version, by striking out "l'équipement de prospection" and substituting "l'équipement de levé"; and

a) dans le passage introductif, par suppression de « conformément aux règlements, qui est »;

(b) in the part after clause (b), by striking out "as prescribed in the regulations,".

b) dans l'alinéa b) de la version française, par substitution, à « l'équipement de prospection », de « l'équipement de levé ».

68(10) *The following is added after subsection 3(35):*

**Exemptions for domestic and farm uses of electricity and piped gas**

**3(36)** Despite section 2, no tax is payable on a purchase of electricity or piped gas when it is purchased for use only in

- (a) heating a dwelling unit in which the purchaser resides;
- (b) heating or cooling a farm building; or
- (c) producing heat for drying crops with a grain dryer in the course of farming.

69(1) *Subsection 4(1) is amended*

(a) *in clause (d), by striking out everything after "of tangible personal property";*

(b) *in the part of clause (e) before subclause (i), by striking out "or installing" and substituting ", disassembling, installing or uninstalling";*

(c) *in subclause (e)(ii), by striking out "the processing, assembly or installation" and substituting "that service"; and*

(d) *by repealing clause (e.1).*

69(2) *The following is added after subsection 4(6):*

**Testing of food and beverages**

**4(7)** No tax is payable on the purchase of a service that consists of testing food or beverages for human consumption.

**Services in relation to certain tax-exempt property**

**4(8)** No tax is payable on the purchase of a service mentioned in clause (1)(d) or (h) that is provided in relation to

- (a) property to which clause 3(1)(f), (g), (h), (i), (o.1), (p), (dd) or (nn) applies; or
- (b) an aircraft or aircraft part to which subsection 3(24) applies.

68(10) *Il est ajouté, après le paragraphe 3(35), ce qui suit :*

**Exemptions — utilisation résidentielle ou agricole d'électricité et de gaz canalisé**

**3(36)** Malgré l'article 2, aucune taxe n'est exigible à l'égard d'un achat d'électricité ou de gaz canalisé utilisé uniquement :

- a) pour le chauffage d'un logement dans lequel l'acheteur réside;
- b) pour le chauffage ou le refroidissement d'un bâtiment agricole;
- c) pour la production de chaleur aux fins du séchage de récoltes au moyen d'un séchoir à grains dans le cours d'activités agricoles.

69(1) *Le paragraphe 4(1) est modifié :*

a) *dans l'alinéa d), par suppression du passage qui suit « biens personnels corporels »;*

b) *dans le passage introductif de l'alinéa e), par substitution, à « ou l'installation », de « , le démontage, l'installation ou l'enlèvement »;*

c) *dans le sous-alinéa e)(ii), par substitution, à « au traitement, à l'assemblage ou à l'installation », de « à ce service »;*

d) *par abrogation de l'alinéa e.1).*

69(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 4(6), ce qui suit :*

**Analyses d'aliments et de boissons**

**4(7)** Aucune taxe n'est exigible relativement à l'achat d'un service qui consiste à analyser des aliments ou des boissons destinés à la consommation humaine.

**Services visant certains biens exemptés de taxe**

**4(8)** Aucune taxe n'est exigible relativement à l'achat des services mentionnés à l'alinéa (1)d) ou h) et fournis à l'égard :

- a) des biens visés à l'alinéa 3(1)f), g), h), i), o.1), p), dd) ou nn);
- b) des aéronefs ou des pièces d'aéronef visés au paragraphe 3(24).

**Service in respect of multijurisdictional vehicle**

**4(9)** No tax is payable on the purchase of a service mentioned in clause (1)(d), (e) or (h) that is provided in relation to

(a) a multijurisdictional vehicle that is being used for interjurisdictional commercial purposes; or

(b) a trailer that is being used with a multijurisdictional vehicle for interjurisdictional commercial purposes.

70 *The following is added after subsection 5(6):*

**RST number not required**

**5(7)** Despite subsection (1), a person is not required to have an RST number in order to carry on business under the circumstances described in subsection 9(2.3), (2.4) or (2.6) if, because of that subsection, the person is not required to collect and remit taxes in those circumstances.

71 *The following is added after subsection 9(2.1):*

**Broker or agent remitting on vendor's behalf**

**9(2.2)** A vendor's obligation under subsection (2) to collect and remit tax is satisfied if a broker or agent of the vendor collects and remits it on the vendor's behalf.

**Exception for small home-based business**

**9(2.3)** Despite subsection (2), instead of collecting and remitting tax on his or her retail sales, a person may pay tax as a purchaser on the tangible personal property and taxable services that he or she acquires for resale, if

(a) the total fair value of the person's taxable retail sales of tangible personal property and taxable services in the preceding calendar year did not exceed \$10,000.;

(b) the total fair value of the person's taxable retail sales of tangible personal property and taxable services in the current calendar year is not expected to exceed \$10,000.; and

**Services visant des véhicules multiterritoriaux**

**4(9)** Aucune taxe n'est exigible relativement à l'achat des services mentionnés à l'alinéa (1)d, e) ou h) et fournis à l'égard :

a) de véhicules multiterritoriaux servant à des fins commerciales interterritoriales;

b) de remorques utilisées avec un véhicule multiterritorial à des fins commerciales interterritoriales.

70 *Il est ajouté, après le paragraphe 5(6), ce qui suit :*

**Numéro de TVD non nécessaire**

**5(7)** Par dérogation au paragraphe (1), une personne n'a pas à être titulaire d'un numéro de TVD afin d'exercer ses activités dans les circonstances mentionnées au paragraphe 9(2.3), (2.4) ou (2.6) si, en raison du paragraphe visé, elle n'est pas tenue de percevoir et de remettre la taxe dans ces circonstances.

71 *Il est ajouté, après le paragraphe 9(2.1), ce qui suit :*

**Remise de la taxe au nom du marchand**

**9(2.2)** L'obligation de perception et de remise de la taxe, visée au paragraphe (2), est exécutée si un des courtiers ou des mandataires du marchand la perçoit et la remet en son nom.

**Exception pour les petites entreprises à domicile**

**9(2.3)** Par dérogation au paragraphe (2), au lieu de percevoir et de remettre la taxe sur ses ventes au détail, une personne peut payer la taxe à titre d'acheteur sur les biens personnels corporels et les services taxables qu'elle acquiert en vue de la revente dans le cas suivant :

a) la juste valeur totale de ses ventes au détail taxables de biens personnels corporels et de services taxables au cours de l'année civile précédente n'a pas dépassé 10 000 \$;

b) la juste valeur totale de ses ventes au détail taxables de biens personnels corporels et de services taxables au cours de l'année civile actuelle n'est pas censée dépasser 10 000 \$;



(c) the person's retail sales are not ordinarily made from commercial premises and are not commercially advertised.

**Exception for sales by non-profit organization**

**9(2.4)** Despite subsection (2), a non-profit organization is not required to collect and remit tax on sales of taxable services or tangible personal property if

(a) the sales

(i) are non-commercial and are not commercially advertised, and

(ii) do not compete with sales by other vendors in respect of which they are required to collect and remit tax;

(b) tax has been paid on the fair value of the property or service

(i) by the organization on its purchase of the property or service, or

(ii) by the person from whom the organization acquired the property or service for sale, if it was donated to the organization; and

(c) the organization does not sell tobacco or liquor products.

**Non-commercial nature**

**9(2.5)** For the purpose of sub-clause (2.4)(a)(i), a sale is non-commercial if

(a) the selling activity is performed by a volunteer; and

(b) the property or service being sold has been acquired by the organization for fundraising for its non-profit purposes.

**Exception for sales of prepared food and beverages in certain circumstances**

**9(2.6)** Despite subsection (2), tax is not required to be collected and remitted in respect of the following sales of prepared food and beverages, as defined in the regulations, if the seller, upon purchasing any taxable items included in, or used to prepare, the prepared food and beverages, paid tax on those items as a purchaser:

c) ses ventes au détail ne sont pas habituellement effectuées à partir d'un établissement commercial et ne font pas l'objet de publicités commerciales.

**Exception — ventes effectuées par des organismes sans but lucratif**

**9(2.4)** Par dérogation au paragraphe (2), les organismes sans but lucratif ne sont pas tenus de percevoir et de remettre la taxe sur les ventes de services taxables ou de biens personnels corporels dans le cas suivant :

a) les ventes :

(i) sont non commerciales et ne font pas l'objet de publicités commerciales,

(ii) ne donnent lieu à aucune concurrence avec celles d'autres marchands qui doivent percevoir et remettre la taxe à leur égard;

b) la taxe a été payée sur la juste valeur des biens ou des services :

(i) soit par eux-mêmes lors de l'achat de ces biens ou de ces services,

(ii) soit par la personne auprès de laquelle ils les ont acquis par voie de don en vue de les vendre;

c) aucun produit du tabac ni aucune boisson alcoolisée n'est vendu.

**Vente non commerciale**

**9(2.5)** Pour l'application du sous-alinéa (2.4)a)(i), une vente est non commerciale dans le cas suivant :

a) l'activité de vente est accomplie par un bénévole;

b) l'organisme a acquis le bien ou le service faisant l'objet de la vente afin de recueillir des fonds pour ses fins non lucratives.

**Exception — ventes d'aliments et de boissons préparés**

**9(2.6)** Par dérogation au paragraphe (2), aucune taxe ne doit être perçue ou remise à l'égard des ventes suivantes d'aliments et de boissons préparés, au sens des règlements, pour autant que les vendeurs aient, au moment de l'achat d'articles taxables inclus dans ces aliments et ces boissons ou servant à leur préparation, payé la taxe y afférente à titre d'acheteurs :

(a) a sale by an elementary or secondary school to its students through a cafeteria or canteen operated at the school;

(b) a sale by a boarding school, university or college, including a university college, to its students as part of a meal plan where the student purchases at least 10 meals each week, at a single price, for a continuous period of at least one month;

(c) a sale by a domestic boarding house to its residents, or by a recreational camp to its attendees, at an all-inclusive single price for food and lodging, for a continuous period of at least one month;

(d) a sale by a day care centre to its attendees as part of an all-inclusive price for day care services;

(e) a sale by a senior citizens' home to its residents as part of a meal plan where the resident purchases at least 10 meals each week, at a single price, for a continuous period of at least one month.

a) vente par une école élémentaire ou secondaire à ses élèves, laquelle vente ou fourniture est effectuée par l'intermédiaire d'une cafétéria ou d'une cantine exploitée à l'école;

b) vente par un pensionnat, une université ou un collège, y compris un collège universitaire, à ses élèves dans le cadre d'un plan de repas prévoyant l'achat d'au moins 10 repas par semaine, à un prix fixe, pendant une période continue d'au moins un mois;

c) vente par une pension de famille à ses résidents ou par un camp de loisirs à ses participants, à un prix fixe tout compris s'appliquant au gîte et au couvert, pendant une période continue d'au moins un mois;

d) vente par une garderie aux enfants qui la fréquentent, à un prix tout compris s'appliquant aux services de garde de jour;

e) vente par un foyer pour personnes âgées à ses résidents dans le cadre d'un plan de repas prévoyant l'achat d'au moins 10 repas par semaine, à un prix fixe, pendant une période continue d'au moins un mois.

72 *Section 9.1 is repealed.*

72 *L'article 9.1 est abrogé.*

73(1) *Subsections 26(1) and (3) are repealed.*

73(1) *Les paragraphes 26(1) et (3) sont abrogés.*

73(2) *The following is added before subsection 26(3):*

73(2) *Il est ajouté, avant le paragraphe 26(3), ce qui suit :*

**Refund of tax on piped gas used to produce electricity**

**26(2.5)** Subject to subsection (2.2), a purchaser of piped gas is entitled to a refund of the tax paid on that gas if the gas is used by the purchaser to produce electricity for sale.

**Remboursement de la taxe — gaz canalisé servant à produire de l'électricité**

**26(2.5)** Sous réserve du paragraphe (2.2), l'acheteur de gaz canalisé a le droit d'obtenir un remboursement de la taxe qu'il a payée sur le gaz s'il l'utilise pour produire de l'électricité destinée à la vente.

74 *Subsection 29(1) is amended*

74 *Le paragraphe 29(1) est modifié :*

(a) *in clause (e), by striking out "and collectors";*

a) *dans l'alinéa e), par suppression de « et aux collecteurs »;*

(b) *by repealing clause (n); and*

b) *par abrogation de l'alinéa n);*

*(c) by adding the following after clause (r);*

(r.1) governing the use of RST numbers, including prescribing circumstances in which a person acquiring property or services for resale or exempt from tax must provide his or her RST number to the vendor;

*c) par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :*

r.1) régir l'utilisation des numéros de TVD et, notamment, établir les circonstances dans lesquelles les personnes qui acquièrent des biens ou des services en vue de leur revente ou qui sont exemptés de taxe doivent fournir leur numéro de TVD aux marchands;

## PART 10

### THE TAX ADMINISTRATION AND MISCELLANEOUS TAXES ACT

*C.C.S.M. c. T2 amended*

75 *The Tax Administration and  
Miscellaneous Taxes Act is amended by this Part.*

76 *Subsection 1(1) is amended*

*(a) in clause (h) of the definition "tax Act", by  
striking out "and Part I.1 of this Act"; and*

*(b) by replacing the definition "tax officer" with the  
following:*

**"tax officer"** means

(a) the director; and

(b) a person designated as a tax officer  
under section 4 or belonging to a class of  
persons designated as tax officers under  
that section;

and, except for the purposes of section 4,  
clauses 22(1)(b) to (d) and subsection 22(3),  
includes a peace officer. (« agent du fisc »)

77 *Section 9 is renumbered as subsection 9(1)  
and the following is added as subsection 9(2):*

#### **Exception**

**9(2)** Subsection (1) does not apply to the filing  
of a periodic return of information or the remittance of  
tax that is to accompany that return.

78 *Subclause 10(2)(c)(iv) is amended by  
striking out "by a tax officer or peace officer".*

## PARTIE 10

### LOI SUR L'ADMINISTRATION DES IMPÔTS ET DES TAXES ET DIVERS IMPÔTS ET TAXES

*Modification du c. T2 de la C.P.L.M.*

75 *La présente partie modifie la Loi sur  
l'administration des impôts et des taxes et divers  
impôts et taxes.*

76 *Le paragraphe 1(1) est modifié :*

*a) dans l'alinéa h) de la définition de « loi fiscale »,  
par suppression de « et la partie I.1 de la présente  
loi »;*

*b) par substitution, à la définition de « agent du  
fisc », de ce qui suit :*

**« agent du fisc »**

a) Le directeur;

b) toute personne que le directeur désigne  
à ce titre en vertu de l'article 4 ou qui  
appartient à une catégorie de personnes  
désignées à ce titre en vertu de cet article.

La présente définition vise également les agents  
de la paix, sauf pour l'application de l'article 4,  
des alinéas 22(1)b) à d) et du paragraphe 22(3).  
("tax officer")

77 *L'article 9 est modifié par substitution, à  
son numéro, du numéro de paragraphe 9(1) et par  
adjonction de ce qui suit :*

#### **Exception**

**9(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas au  
dépôt d'une déclaration de renseignements périodique ni  
à la remise de taxe devant accompagner cette  
déclaration.

78 *Le sous-alinéa 10(2)c)(iv) est modifié par  
suppression de « effectué par un agent du fisc ou un  
agent de la paix ».*

79(1) *Subsection 17(1) is amended by adding "and" at the end of clause (a), striking out "and" at the end of clause (b) and repealing clause (c).*

79(2) *The following is added after subsection 17(2):*

**Holder of tax authorization to keep records**

**17(2.1)** The holder of a tax authorization must maintain records in accordance with

- (a) this section and any applicable regulation;
- (b) any order or agreement made under a tax Act; and
- (c) the terms and conditions of the tax authorization.

79(3) *Subsections 17(3) and (4) are replaced with the following:*

**Records must be adequate**

**17(3)** The records that a person is required to maintain must be adequate to enable the following to be determined or verified:

- (a) the amount of any tax, interest and penalties to be paid or remitted by the person;
- (b) the person's entitlement to any credit, commission, allowance or refund;
- (c) the entitlement to a tax exemption claimed by the person or applied by the person in a transaction with another person;
- (d) the person's compliance with the tax Acts and any applicable tax authorization, order or agreement.

**Director may order records to be kept**

**17(4)** If the director considers that records that are required to be maintained are inadequate for the proper administration and enforcement of a tax Act, the director may, by written order, require the person who is required to maintain them to do one or more of the following:

- (a) to begin maintaining the types of records specified in the order, and to maintain them in the manner specified;

79(1) *Le paragraphe 17(1) est modifié par abrogation de l'alinéa c).*

79(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 17(2), ce qui suit :*

**Conservation de documents par le titulaire d'une autorisation fiscale**

**17(2.1)** Le titulaire d'une autorisation fiscale conserve des documents en conformité avec :

- a) le présent article et les règlements applicables;
- b) les ordres donnés ou les accords conclus en vertu d'une loi fiscale;
- c) les conditions de son autorisation.

79(3) *Les paragraphes 17(3) et (4) sont remplacés par ce qui suit :*

**Contenu des documents**

**17(3)** Les documents qu'une personne est tenue de conserver doivent permettre d'établir ou de vérifier :

- a) le montant de la taxe, de l'intérêt et des pénalités qu'elle doit payer ou remettre;
- b) si elle a le droit d'obtenir un crédit, une commission, une allocation ou un remboursement;
- c) si elle a le droit de bénéficier d'une exemption fiscale qu'elle a demandée ou appliquée dans le cadre d'une opération conclue avec une autre personne;
- d) si elle a respecté les lois fiscales ainsi que l'autorisation fiscale, les ordres et les accords applicables.

**Ordre portant sur la conservation des documents**

**17(4)** S'il estime que les documents qui doivent être conservés ne sont pas appropriés pour l'application et l'exécution d'une loi fiscale, le directeur peut, par ordre écrit, exiger que la personne tenue de les conserver :

- a) conserve les types de documents indiqués dans l'ordre, de la manière qui y est précisée;

(b) to create or complete records for a specified period.

b) établit ou remplit des documents pour une période déterminée.

The order may specify a deadline for the person to comply with the order.

L'ordre peut prévoir le délai d'observation.

80(1) *The part of subsection 18(1) before clause (a) is amended by striking out "taxpayer" wherever it occurs and substituting "person".*

80(1) *Le paragraphe 18(1) est modifié par substitution, à « Le contribuable », de « La personne ».*

80(2) *Subsection 18(2) is amended*  
*(a) in the part before clause (a), by striking out "a taxpayer may destroy records" and substituting "records may be destroyed"; and*  
*(b) in clause (b), by striking out "of the taxpayer".*

80(2) *Le paragraphe 18(2) est modifié par substitution, à « le contribuable peut détruire des documents », de « des documents peuvent être détruits ».*

80(3) *Subsection 18(4) is amended*  
*(a) by striking out "the taxpayer to keep records" and substituting "a person to keep records"; and*  
*(b) by striking out "the taxpayer must not" and substituting "the person must not".*

80(3) *Le paragraphe 18(4) est modifié par substitution, à « le contribuable », de « la personne ».*

80(4) *The part of subsection 18(5) before clause (a) is replaced with the following:*

80(4) *Le passage introductif du paragraphe 18(5) est remplacé par ce qui suit :*

**Preserving electronic records**

**18(5)** If a person who is required to maintain records under a tax Act keeps them in electronic form, the person must ensure that, for as long as they are required to be preserved, they

**Conservation des documents électroniques**

**18(5)** La personne qui est tenue de conserver des documents en conformité avec une loi fiscale et qui les conserve sous forme électronique fait en sorte que ces documents, pendant toute la période de conservation :

81 *The part of section 20 before clause (a) is amended by striking out "taxpayer" and substituting "person".*

81 *L'article 20 est modifié :*  
*a) dans le passage introductif, par substitution, à « Le contribuable », de « La personne »;*  
*b) dans l'alinéa a), par substitution, à « qu'il est tenu », de « qu'elle est tenue ».*

82(1) *Subsection 21(2) is replaced with the following:*

**Who may be required to produce records, etc.**

**21(2)** The order may be addressed and given to

- (a) a taxpayer or other person required to maintain records under a tax Act;
- (b) a person who deals with or has dealt with a person referred to in clause (a); or
- (c) a director, officer, agent or employee of a person referred to in clause (a) or (b).

82(2) *Subclause 21(3)(a)(ii) is amended by striking out "taxpayer" and substituting "person".*

83(1) *The part of subsection 39(2) after clause (b) is amended by striking out ", by assessment under section 46,".*

83(2) *The following is added after subsection 39(2):*

**Fee for dishonoured cheque**

**39(3)** The director may charge a fee of \$20. for a cheque or other negotiable instrument that is dishonoured.

84 *Subclause 40(1)(a)(ii) is replaced with the following:*

- (ii) a penalty or fee imposed under section 39; and

85 *The following is added after subsection 45(7):*

**Tax debt discovered after certificate is issued**

**45(8)** If after issuing a certificate to a seller under subsection (4) the director discovers, based on new information, a tax debt that was owing by the seller when the certificate was issued, the debt may be enforced against the seller but not against the purchaser who obtained a copy of the certificate.

82(1) *Le paragraphe 21(2) est remplacé par ce qui suit :*

**Destinataire de l'ordre**

**21(2)** L'ordre peut être adressé et remis :

- a) à un contribuable ou à une autre personne tenue de conserver des documents en conformité avec une loi fiscale;
- b) à une personne qui traite ou a traité avec une personne visée à l'alinéa a);
- c) à un des administrateurs, dirigeants, mandataires ou employés d'une personne visée à l'alinéa a) ou b).

82(2) *Le sous-alinéa 21(3)a(ii) est modifié par substitution, à « du contribuable auquel », de « de la personne à laquelle ».*

83(1) *Le paragraphe 39(2) est modifié par suppression de « , au moyen d'une cotisation établie en vertu de l'article 46, ».*

83(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 39(2), ce qui suit :*

**Frais relatifs aux chèques impayés**

**39(3)** Le directeur peut exiger des frais de 20 \$ relativement aux chèques impayés ou aux autres titres négociables refusés.

84 *Le sous-alinéa 40(1)a(ii) est remplacé par ce qui suit :*

- (ii) à une pénalité ou à des frais imposés en vertu de l'article 39;

85 *Il est ajouté, après le paragraphe 45(7), ce qui suit :*

**Dette fiscale découverte après la délivrance du certificat**

**45(8)** Si, après la délivrance du certificat, le directeur découvre, en fonction de nouveaux renseignements, que le vendeur avait une dette fiscale lorsque le certificat a été délivré, des mesures en vue du recouvrement de la dette peuvent être prises contre le vendeur mais non contre l'acheteur qui en a obtenu une copie.

86(1) *Subsection 46(2) is replaced with the following:*

**Clarification**

**46(2)** For greater certainty, an amount may be added to a taxpayer's tax debt without the amount being assessed under this section unless the provision under which it is charged or imposed only allows it to be charged or imposed by an assessment under this section.

86(2) *Subsection 46(3) is amended*

*(a) in the part before clause (a), by striking out "or a taxable product under Part I.1 of this Act"; and*

*(b) in subclause (a)(ii), by striking out "The Retail Sales Tax Act" and substituting "that Act".*

87 *The following is added after section 53 and before Division 4:*

**BAD DEBTS**

**Definitions**

**53.1(1)** The following definitions apply in this section.

**"applicable tax Act"** means the tax Act under which an amount was remitted by a collector on account of tax in relation to a sale or lease by the collector. (« loi fiscale applicable »)

**"bad debt"** means an amount that

(a) is owing to a collector as proceeds of a sale or lease by the collector to a person with whom the collector would be considered, in relation to that sale or lease, to be dealing at arm's length for the purposes of the *Income Tax Act* (Canada); and

(b) the collector has written off, in accordance with generally accepted accounting principles, as a bad debt in his or her books of account. (« créance irrécouvrable »)

**"collector"** includes a deputy collector. (« collecteur »)

86(1) *Le paragraphe 46(2) est remplacé par ce qui suit :*

**Précision**

**46(2)** Il demeure entendu qu'un montant peut être ajouté à la dette fiscale d'un contribuable sans qu'il soit nécessaire d'établir une cotisation à son égard sous le régime du présent article, à moins que la disposition en vertu de laquelle il est imposé ne permette son imposition que par voie de cotisation.

86(2) *Le paragraphe 46(3) est modifié :*

*a) dans le passage introductif, par suppression de « ou d'un produit taxable visé à la partie I.1 de la présente loi »;*

*b) dans le sous-alinéa a)(ii), par substitution, à « la Loi de la taxe sur les ventes au détail », de « cette loi ».*

87 *Il est ajouté, après l'article 53 mais avant la section 4, ce qui suit :*

**CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

**Définitions**

**53.1(1)** Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **collecteur** » S'entend notamment de tout collecteur adjoint. ("collector")

« **créance irrécouvrable** » Somme :

a) qui est due au collecteur à titre de produit d'une vente ou d'un bail conclu par lui avec une personne avec laquelle il serait réputé, relativement à l'opération, n'avoir aucun lien de dépendance pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);

b) que le collecteur a radiée dans ses livres comptables en conformité avec des principes comptables généralement reconnus. ("bad debt")

« **loi fiscale applicable** » La loi fiscale sous le régime de laquelle un collecteur a remis un montant au titre de la taxe exigible à l'égard d'une vente ou d'un bail qu'il a conclu. ("applicable tax Act")



"**proceeds**", in relation to a sale or lease by a collector, means the total of

- (a) the consideration paid or payable by the buyer or lessee to the collector;
- (b) the amount paid or remitted by the collector on account of tax under the applicable tax Act in respect of the sale or lease; and
- (c) all levies, duties and taxes — other than taxes under the tax Acts — imposed by any level of government and paid or payable by the buyer to the collector in respect of the sale or lease.

It does not include interest or costs incurred to collect the proceeds. (« produit »)

#### **Deduction for tax remitted in respect of bad debt**

**53.1(2)** Subject to subsections (4) and (7), after an amount owing to a collector becomes a bad debt, the collector may deduct from the tax that he or she is otherwise required to remit under the applicable tax Act the amount determined by the following formula:

$$D = (T \times B / P) - A$$

In this formula,

- D is the amount deductible by the collector;
- T is the amount remitted on account of tax under the applicable tax Act by the collector in respect of the sale or lease to which the bad debt relates;
- B is the amount of the bad debt;
- P is the total proceeds of the sale or lease to which the bad debt relates;
- A is the total of all amounts previously deducted or refunded under this section or under the applicable tax Act in respect of the bad debt.

« **produit** » S'agissant d'une vente ou d'un bail conclu par le collecteur, le total des éléments suivants :

- a) la contrepartie versée ou à verser par l'acheteur ou le preneur à bail au collecteur;
- b) le montant versé ou remis par le collecteur au titre de la taxe exigible sous le régime de la loi fiscale applicable à l'égard de la vente ou du bail;
- c) les impôts, les droits et les taxes, à l'exclusion des taxes visées par les lois fiscales, imposés par un niveau de gouvernement et versés ou à verser par l'acheteur au collecteur à l'égard de la vente ou du bail.

La présente définition exclut les intérêts et les frais rattachés à la perception du produit. ("proceeds")

#### **Déduction concernant la taxe remise à l'égard d'une créance irrécouvrable**

**53.1(2)** Sous réserve des paragraphes (4) et (7), après qu'un montant qui lui est dû devient une créance irrécouvrable, le collecteur peut déduire de la taxe qu'il est par ailleurs tenu de remettre sous le régime de la loi fiscale applicable le montant calculé à l'aide de la formule suivante :

$$D = (T \times B/P) - A$$

Dans la présente formule :

- D représente le montant que le collecteur peut déduire;
- T représente le montant que le collecteur a remis au titre de la taxe exigible sous le régime de la loi fiscale applicable à l'égard de la vente ou du bail auquel se rapporte la créance irrécouvrable;
- B représente la créance irrécouvrable;
- P représente le produit total de la vente ou du bail auquel se rapporte la créance irrécouvrable;
- A représente le total des montants déduits ou remboursés antérieurement en vertu du présent article ou de la loi fiscale applicable à l'égard de la créance irrécouvrable.

### **Refund of tax remitted in respect of bad debt**

**53.1(3)** The minister may, on application by a collector entitled to deduct an amount under subsection (2), refund all or any part of the amount to the collector.

### **Time limit for deduction or application for refund**

**53.1(4)** A deduction under subsection (2) or an application for a refund under subsection (3) in respect of a bad debt cannot be made more than two years after the day the amount became a bad debt.

### **Recovery of bad debt**

**53.1(5)** If at any time all or part of a bad debt owing to a collector is recovered, the collector must report and remit to the minister on account of tax under the applicable tax Act, on or before the 20th day of the month after the month in which the recovery is made, the amount determined by the following formula:

$$R = A \times B / C$$

In this formula,

R is the amount to be remitted;

A is the total of all amounts previously deducted or refunded under this section or the applicable tax Act in respect of the bad debt;

B is the amount of the bad debt that was recovered at that time;

C is the amount of the bad debt that was owing before the recovery.

### **Order of payment**

**53.1(6)** For the purpose of subsection (5), any amount recovered by a collector in relation to a bad debt — even if it is recovered as interest or as a late payment fee, a charge for debt collection or any other fee or charge — must be applied first as a payment on account of the bad debt.

### **Remboursement de la taxe remise à l'égard d'une créance irrécouvrable**

**53.1(3)** Sur demande d'un collecteur ayant le droit de déduire un montant en vertu du paragraphe (2), le ministre peut lui rembourser la totalité ou une partie de ce montant.

### **Délai**

**53.1(4)** La déduction visée au paragraphe (2) ou la demande de remboursement visée au paragraphe (3) ne peut être faite plus de deux ans suivant la date à laquelle le montant en cause est devenu une créance irrécouvrable.

### **Recouvrement de la créance irrécouvrable**

**53.1(5)** Le collecteur qui, à un moment donné, recouvre la totalité ou une partie d'une créance irrécouvrable est tenu de déclarer et de remettre au ministre au titre de la taxe exigible sous le régime de la loi fiscale applicable, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel le recouvrement a été effectué, le montant calculé à l'aide de la formule suivante :

$$R = A \times B / C$$

Dans la présente formule :

R représente le montant à remettre;

A représente le total des montants déduits ou remboursés antérieurement en vertu du présent article ou de la loi fiscale applicable à l'égard de la créance irrécouvrable;

B représente le montant qui a été recouvré à ce moment-là;

C représente le montant qui était exigible avant le recouvrement.

### **Priorité de paiement**

**53.1(6)** Pour l'application du paragraphe (5), les montants que le collecteur recouvre à l'égard d'une créance irrécouvrable sont affectés en premier lieu au remboursement de la créance, peu importe leur nature.

### **Transitional**

**53.1(7)** If an amount owing to a collector became a bad debt before April 4, 2007, no amount is deductible under subsection (2) in respect of that debt unless it would have been deductible under the applicable tax Act before that date.

88 *Subsection 76(3) of the English version is amended by adding "is" before "due".*

89 *Subsection 77(2) is amended by striking out "or" at the end of subclause (a)(iii) and adding the following after clause (a):*

(a.1) contrary to a fuel tax Act, fails, as the owner of a vehicle being operated under a carrier licence,

(i) to ensure that a copy of the licence is carried by the operator in the cab of the vehicle, or

(ii) to ensure that carrier decals are affixed to the cab of the vehicle in accordance with the regulations under the applicable fuel tax Act; or

90 *Subsection 80(1) is amended by striking out "or" at the end of subclause (b)(iii), adding "or" at the end of clause (c) and adding the following after clause (c):*

(d) contrary to the regulations under *The Tobacco Tax Act*, acquires tear tape from a person who does not hold a permit to manufacture the tear tape.

91 *Clause 85(1)(d) is replaced with the following:*

(d) prescribing records to be maintained by taxpayers and holders of tax authorizations, and prescribing how they are to be maintained;

### **Disposition transitoire**

**53.1(7)** Si un montant dû à un collecteur est devenu une créance irrécouvrable avant le 4 avril 2007, aucun montant n'est déductible sous le régime du paragraphe (2) à l'égard de cette créance à moins qu'il n'ait été déductible en vertu de la loi fiscale applicable avant cette date.

88 *Le paragraphe 76(3) de la version anglaise est modifié par adjonction, avant « due », de « is ».*

89 *Le paragraphe 77(2) est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :*

a.1) contrairement à une loi fiscale sur les carburants, omet, en tant que propriétaire d'un véhicule exploité en vertu d'une licence de transporteur :

(i) de faire en sorte que le conducteur conserve une copie de la licence dans la cabine du véhicule,

(ii) de faire en sorte que les autocollants de transporteur soient apposés sur la cabine du véhicule en conformité avec les règlements pris en vertu de la loi fiscale sur les carburants applicable;

90 *Le paragraphe 80(1) est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :*

d) contrairement aux règlements d'application de la *Loi de la taxe sur le tabac*, acquiert des bandelettes d'ouverture auprès d'une personne qui n'est pas titulaire d'une licence l'autorisant à fabriquer de telles bandelettes.

91 *L'alinéa 85(1)d) est remplacé par ce qui suit :*

d) prévoir les documents qui doivent être conservés par les contribuables et les titulaires d'autorisations fiscales ainsi que leur mode de conservation;

92        *Sections 96 to 105, 107, 109 and 110 are repealed.*

92        *Les articles 96 à 105, 107, 109 et 110 sont abrogés.*

93        *Section 106 is repealed.*

93        *L'article 106 est abrogé.*

94        *Section 108 is repealed.*

94        *L'article 108 est abrogé.*

95        *Subsection 118(1) is amended by striking out "section 39" and substituting "section 117".*

95        *Le paragraphe 118(1) est modifié par substitution, à « l'article 39 », de « l'article 117 ».*

## PART 11

### THE TOBACCO TAX ACT

*C.C.S.M. c. T80 amended*

96 *The Tobacco Tax Act is amended by this Part.*

97(1) *Subsection 3.1(2) is amended by striking out "more than one unit of cigarettes and one unit of fine cut tobacco" and substituting "cigarettes or fine cut tobacco".*

97(2) *Subsection 3.1(3) is amended*

*(a) by adding the following after clause (a):*

*(a.1) the packaging of the cigarettes or fine cut tobacco meets the requirements of the Excise Tax Act (Canada) and the quantity in the person's possession does not exceed one unit of cigarettes and one unit of fine cut tobacco;*

*(b) in clauses (c) and (d), by striking out "in possession of the cigarettes or fine cut tobacco" and substituting "in possession of cigarettes, fine cut tobacco or any combination of cigarettes and fine cut tobacco"; and*

*(c) in the English version, by striking out "or" at the end of subclause (c)(ii).*

98(1) *Subsection 13(4) is amended by striking out "deemed to have been received by the collector during that period" and substituting "required to be remitted by the collector for that period".*

98(2) *Subsections 13(5) and (7) are repealed.*

99 *Subsection 27(1) and the centred heading before it are repealed.*

## PARTIE 11

### LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

*Modification du c. T80 de la C.P.L.M.*

96 *La présente partie modifie la Loi de la taxe sur le tabac.*

97(1) *Le paragraphe 3.1(2) est modifié par substitution, à « plus d'une unité de cigarettes et d'une unité de tabac à coupe fine », de « des cigarettes ou du tabac à coupe fine ».*

97(2) *Le paragraphe 3.1(3) est modifié :*

*a) par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :*

*a.1) les personnes qui ont en leur possession au plus une unité de cigarettes et une unité de tabac à coupe fine dont l'emballage répond aux exigences de la Loi sur la taxe d'accise (Canada);*

*b) dans l'alinéa c), par substitution, à « de cigarettes ou de tabac à coupe fine », de « de cigarettes, de tabac à coupe fine ou de cigarettes et de tabac à coupe fine » et dans l'alinéa d), par substitution, à « de cigarettes ou de tabac à coupe fine ou de », de « de cigarettes, de tabac à coupe fine ou de cigarettes et de tabac à coupe fine ou »;*

*c) par suppression de « or » à la fin du sous-alinéa c)(ii) de la version anglaise.*

98(1) *Le paragraphe 13(4) est modifié par substitution, à « est réputé avoir reçu au cours de cette période », de « doit remettre pour cette période ».*

98(2) *Les paragraphes 13(5) et (7) sont abrogés.*

99 *Le paragraphe 27(1) et l'intertitre qui le précède sont abrogés.*

## PART 12

### OTHER AMENDMENTS

#### AUDITOR GENERAL ACT

*C.C.S.M. c. A180 amended*

*100 The definition "government organization" in section 1 of **The Auditor General Act** is amended by striking out "or fund" and substituting ", fund or other organization".*

#### THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

*C.C.S.M. c. F55 amended*

*101(1) **The Financial Administration Act** is amended by this section.*

*101(2) Subsection 1(1) of the French version is renumbered as section 1.*

*101(3) Section 1 is amended by adding the following definitions:*

**"government reporting entity"** means the government of Manitoba together with all the reporting organizations; (« entité comptable du gouvernement »)

**"reporting organization"** means

(a) a government agency, and

(b) any other organization prescribed by regulation as a reporting organization or belonging to a class of organizations prescribed as reporting organizations; (« organisme comptable »)

## PARTIE 12

### AUTRES MODIFICATIONS

#### LOI SUR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

*Modification du c. A180 de la **C.P.L.M.***

*100 La définition de « organisme gouvernemental » figurant à l'article 1 de la **Loi sur le vérificateur général** est modifiée par substitution, à « ou fonds », de « , fonds ou autre organisation ».*

#### LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

*Modification du c. F55 de la **C.P.L.M.***

*101(1) Le présent article modifie la **Loi sur la gestion des finances publiques**.*

*101(2) Le paragraphe 1(1) de la version française est modifié par substitution, à son numéro, du numéro d'article 1.*

*101(3) L'article 1 est modifié par adjonction, en ordre alphabétique, des définitions suivantes :*

**« entité comptable du gouvernement »** Le gouvernement du Manitoba ainsi que tous les organismes comptables. ("government reporting entity")

**« organisme comptable »**

a) Organisme gouvernemental;

b) tout autre organisme que les règlements désignent à ce titre ou qui appartient à une catégorie d'organismes désignés à ce titre par les règlements. ("reporting organization")

101(4) *Subsection 20(1) is replaced with the following:*

**Refund of money**

**20(1)** When an amount received by the government is to be refunded under an Act or because

- (a) it was erroneously paid to or collected by the government; or
- (b) it was received for a purpose that has not been and cannot be fulfilled;

the refund may be paid out of the Consolidated Fund in accordance with directives of the Minister of Finance, together with interest if an Act requires interest to be paid on the refundable amount.

101(5) *Clause 60(a) is amended by adding "or other long-term liabilities" after "debt".*

101(6) *The following is added after section 60 as part of Part 5:*

**Pension assets fund continued**

**60.1(1)** The pension assets fund, established as a sinking fund for the orderly retirement of the government's pension liabilities, is continued.

**Amounts to be credited to pension assets fund**

**60.1(2)** The following amounts are to be transferred or credited to the pension assets fund in each fiscal year:

- (a) the amount, if any, transferred out of the Debt Retirement Fund under *The Balanced Budget, Debt Repayment and Taxpayer Accountability Act* for the purpose of reducing the government's pension liability;
- (b) all amounts appropriated for the year in respect of the current service of persons earning a pension for which the government is liable;

101(4) *Le paragraphe 20(1) est remplacé par ce qui suit :*

**Remboursements**

**20(1)** Si un montant que le gouvernement a reçu doit être remboursé sous le régime d'une loi pour le motif qu'il a été payé ou perçu par erreur ou reçu à des fins qui n'ont pas été réalisées et qui ne peuvent l'être, le remboursement peut être effectué sur le Trésor conformément aux directives du ministre des Finances et est accompagné d'intérêts dans le cas où une loi le prévoit.

101(5) *L'alinéa 60a) est modifié par adjonction, après « dettes », de « , notamment de dettes à long terme ».*

101(6) *Il est ajouté, après l'article 60 mais dans la partie 5, ce qui suit :*

**Fonds d'amortissement des régimes de retraite**

**60.1(1)** Est maintenu le Fonds d'amortissement des régimes de retraite, lequel fonds a été établi en vue du paiement méthodique des obligations du gouvernement découlant des régimes de retraite.

**Sommes portées au crédit du Fonds d'amortissement des régimes de retraite**

**60.1(2)** Les sommes indiquées ci-dessous sont transférées au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ou sont portées à son crédit au cours de chaque exercice :

- a) la somme transférée, le cas échéant, du Fonds de remboursement de la dette en vertu de la *Loi sur l'équilibre budgétaire, le remboursement de la dette et l'obligation de rendre compte aux contribuables* afin que soit réduit le passif du gouvernement découlant des régimes de retraite;
- b) les sommes affectées pour l'exercice à l'égard du service actuel des personnes accumulant une pension dont le versement incombe au gouvernement;

(c) any additional amount allocated in the year to the fund, by directive from the Minister of Finance, from the Consolidated Fund for the purpose of reducing the government's pension liability;

(d) the income earned in the year from the fund's investments.

#### **Payments out of pension assets fund**

**60.1(3)** Money in the pension assets fund may be paid or transferred out of the fund without any legislative authority other than this section, but only for the following purposes:

(a) to pay, or fund the payment of, pension benefits for which the government is responsible;

(b) to pay the costs of administering the pension assets fund.

*101(7) Subsection 65(1) is replaced with the following:*

#### **Preparation of public accounts**

**65(1)** The Comptroller must prepare for each fiscal year, in accordance with the directions of the Minister of Finance, public accounts that include

(a) summary financial statements that provide an accounting of the financial affairs and resources of the government reporting entity, accompanied by a report of the Auditor General concerning his or her examination of those statements; and

(b) information required under this Act or by the Minister of Finance to be reported in the public accounts.

*101(8) The following is added after subsection 65(2):*

#### **Reporting organizations**

**65(3)** For the purposes of enabling the Minister of Finance to prepare summary budgets for the government reporting entity and enabling the Comptroller to prepare the summary financial statements referred to in clause (1)(a),

c) toute somme supplémentaire qui y est affectée sur le Trésor au cours de l'exercice, par directive du ministre des Finances, afin que soit réduit le passif du gouvernement découlant des régimes de retraite;

d) les revenus de l'exercice provenant de ses placements.

#### **Versements sur le Fonds d'amortissement des régimes de retraite**

**60.1(3)** Les sommes constituant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite peuvent être versées ou transférées sans autre autorisation législative que le présent article, mais uniquement :

a) pour permettre le versement des prestations de pension à la charge du gouvernement ou le financement de leur versement;

b) pour permettre le paiement des frais d'administration du Fonds.

*101(7) Le paragraphe 65(1) est remplacé par ce qui suit :*

#### **Établissement des comptes publics**

**65(1)** En conformité avec les directives du ministre des Finances, le contrôleur établit pour chaque exercice des comptes publics comprenant :

a) des états financiers sommaires rendant compte des opérations et des ressources financières de l'entité comptable du gouvernement, lesquels états sont accompagnés du rapport du vérificateur général portant sur leur examen;

b) les renseignements qui doivent y être consignés selon la présente loi ou le ministre des Finances.

*101(8) Il est ajouté, après le paragraphe 65(2), ce qui suit :*

#### **Organismes comptables**

**65(3)** Afin de permettre au ministre des Finances d'établir les budgets sommaires de l'entité comptable du gouvernement et de permettre au contrôleur de dresser les états financiers sommaires visés à l'alinéa (1)a) :



(a) the Minister of Finance may make regulations prescribing organizations or classes of organizations as reporting organizations and establishing financial reporting requirements for reporting organizations;

(b) the Minister of Finance may issue financial reporting guidelines for reporting organizations; and

(c) the Minister of Finance or a person authorized by him or her for this purpose may enter any premises where financial records of a reporting organization are kept and inspect those records for the purpose of

(i) verifying any information that has been reported by the organization to the Minister of Finance, or

(ii) obtaining information that the government requires in order to comply with this Part.

#### **Assistance to minister or authorized person**

**65(4)** A person in charge of the place of inspection or having custody or control of the relevant records of a reporting organization must

(a) produce or make available to the Minister of Finance or authorized person the financial records to be inspected; and

(b) provide any assistance or additional information that the minister or authorized person reasonably requires to carry out the inspection.

#### **Copies of records**

**65(5)** The Minister of Finance or authorized person may

(a) use equipment at the place of inspection to make copies of relevant records; or

(b) remove records from the place of inspection to make copies.

Records removed under clause (b) must be returned to the place of inspection as soon as practicable.

a) le ministre des Finances peut, par règlement, désigner des organismes ou des catégories d'organismes à titre d'organismes comptables et fixer à leur égard des exigences concernant la communication des renseignements financiers;

b) le ministre des Finances peut établir à l'intention des organismes comptables des directives en matière de communication des renseignements financiers;

c) le ministre des Finances ou la personne qu'il autorise à cette fin peut visiter les locaux où sont conservés les documents financiers d'un organisme comptable et examiner ces documents afin :

(i) de vérifier les renseignements que l'organisme a communiqués au ministre des Finances,

(ii) d'obtenir les renseignements que le gouvernement exige pour se conformer à la présente partie.

#### **Assistance**

**65(4)** La personne responsable du lieu de l'examen ou qui a la garde des documents pertinents de l'organisme comptable :

a) produit au ministre des Finances ou à la personne autorisée les documents financiers devant être examinés ou les met à sa disposition;

b) prête l'assistance et fournit les renseignements supplémentaires que le ministre ou la personne autorisée exige valablement aux fins de l'examen.

#### **Copies des documents**

**65(5)** Le ministre des Finances ou la personne autorisée peut :

a) utiliser le matériel qui se trouve dans le lieu de l'examen pour faire des copies des documents pertinents;

b) emporter des documents pour en faire des copies.

Les documents emportés sont retournés au lieu de l'examen dès que possible.

## THE SPECIAL OPERATING AGENCIES FINANCING AUTHORITY ACT

*C.C.S.M. c. S185 amended*  
102 Subsection 23(1) of **The Special Operating Agencies Financing Authority Act** is amended by striking out "and each agency".

## AMENDMENTS TO 2005 BUDGET IMPLEMENTATION ACT

*S.M. 2005, c. 40 amended*  
103(1) **The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2005** is amended by this section.

103(2) Clause 10(2)(d) of **The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act**, as enacted by section 85, is amended

(a) by striking out "section 27.1" and substituting "section 71"; and

(b) by striking out "section 27.4" and substituting "subsection 74(6)".

103(3) Subsection 136(20) is amended by striking out "**The Public Health Amendment Act, S.M. 2002, c. 38**" and substituting "**Part 7 of The Public Health Act, S.M. 2006, c. 14**".

## CONSEQUENTIAL AMENDMENT

*Consequential amendment to C.C.S.M. c. B5*  
104 Clause 10(1)(d) of **The Balanced Budget, Debt Repayment and Taxpayer Accountability Act** is repealed.

## LOI SUR L'OFFICE DE FINANCEMENT DES ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

Modification du c. S185 de la **C.P.L.M.**  
102 Le paragraphe 23(1) de la **Loi sur l'Office de financement des organismes de service spécial** est modifié par suppression de « et de chaque organisme ».

## MODIFICATIONS CONCERNANT LA LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2005

*Modification du c. 40 des L.M. 2005*  
103(1) Le présent article modifie la **Loi d'exécution du budget de 2005** et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité.

103(2) L'alinéa 10(2)d) de la **Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes**, édicté par l'article 85, est modifié :

a) par substitution, à « de l'article 27.1 », de « de l'article 71 »;

b) par substitution, à « de l'article 27.4 », de « du paragraphe 74(6) ».

103(3) Le paragraphe 136(20) est modifié par substitution, à « **Loi modifiant la Loi sur la santé publique, c. 38 des L.M. 2002** », de « **partie 7 de la Loi sur la santé publique, c. 14 des L.M. 2006** ».

## MODIFICATION CORRÉLATIVE

*Modification du c. B5 de la C.P.L.M.*  
104 L'alinéa 10(1)d) de la **Loi sur l'équilibre budgétaire, le remboursement de la dette et l'obligation de rendre compte aux contribuables** est abrogé.

## PART 13

### COMING INTO FORCE

#### *Coming into force*

105(1) *Except as otherwise provided in this section, this Act comes into force on the day it receives royal assent.*

#### **Part 1: The Corporation Capital Tax Act**

105(2) *Section 4 is deemed to have come into force on January 2, 2007.*

#### **Part 2: The Gasoline Tax Act**

105(3) *Section 11 comes into force on April 1, 2008.*

105(4) *Section 12 is deemed to have come into force on April 4, 2007.*

#### **Part 4: The Income Tax Act**

105(5) *The following provisions come into force on January 1, 2008:*

(a) *subsection 24(1);*

(b) *clause 24(2)(a);*

(c) *subsection 26(6);*

(d) *section 35.*

105(6) *The following provisions are deemed to have come into force on January 1, 2007:*

(a) *clause 24(2)(b);*

(b) *subsections 26(1), (4), (5), (7) and (8);*

(c) *sections 28 and 33.*

#### **Part 5: The Insurance Corporations Tax Act**

105(7) *Section 48 is deemed to have come into force on April 4, 2007.*

## PARTIE 13

### ENTRÉE EN VIGUEUR

#### *Entrée en vigueur*

105(1) *Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.*

#### **Partie 1 : Loi de l'impôt sur le capital des corporations**

105(2) *L'article 4 est réputé être entré en vigueur le 2 janvier 2007.*

#### **Partie 2 : Loi de la taxe sur l'essence**

105(3) *L'article 11 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008.*

105(4) *L'article 12 est réputé être entré en vigueur le 4 avril 2007.*

#### **Partie 4 : Loi de l'impôt sur le revenu**

105(5) *Les dispositions suivantes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 :*

a) *le paragraphe 24(1);*

b) *l'alinéa 24(2)a);*

c) *le paragraphe 26(6);*

d) *l'article 35.*

105(6) *Les dispositions suivantes sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 :*

a) *l'alinéa 24(2)b);*

b) *les paragraphes 26(1), (4), (5), (7) et (8);*

c) *les articles 28 et 33.*

#### **Partie 5 : Loi sur l'imposition des compagnies d'assurance**

105(7) *L'article 48 est réputé être entré en vigueur le 4 avril 2007.*

**Part 7: The Motive Fuel Tax Act**

105(8) The following provisions are deemed to have come into force on April 4, 2007:

- (a) clauses 52(c) and (d);
- (b) subsection 53(4);
- (c) section 55.

105(9) Section 54 comes into force on April 1, 2008.

**Part 9: The Retail Sales Tax Act**

105(10) The following provisions come into force on April 1, 2008:

- (a) clause 63(1)(a) insofar as it enacts the definitions "dwelling unit", "farm building" and "piped gas";
- (b) clause 63(1)(b);
- (c) clause 63(1)(f) insofar as it enacts clause (g) of the definition "vendor";
- (d) subsections 64(2) and (3);
- (e) subsections 68(3) and (10);
- (f) subsection 73(2).

105(11) Subclause 63(1)(e)(ii) and subsection 63(3) are deemed to have come into force on October 1, 2002.

105(12) Clause 68(1)(g) is deemed to have come into force on April 1, 2006.

105(13) Clause 68(1)(k) and subsection 68(6) are deemed to have come into force on July 1, 2007.

**Partie 7 : Loi de la taxe sur le carburant**

105(8) Les dispositions suivantes sont réputées être entrées en vigueur le 4 avril 2007 :

- a) les alinéas 52c) et d);
- b) le paragraphe 53(4);
- c) l'article 55.

105(9) L'article 54 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008.

**Partie 9 : Loi de la taxe sur les ventes au détail**

105(10) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 :

- a) l'alinéa 63(1)a) dans la mesure où il édicte les définitions de « bâtiment agricole », de « gaz canalisé » et de « résidence »;
- b) l'alinéa 63(1)b);
- c) l'alinéa 63(1)f) dans la mesure où il édicte l'alinéa g) de la définition de « marchand »;
- d) les paragraphes 64(2) et (3);
- e) les paragraphes 68(3) et (10);
- f) le paragraphe 73(2).

105(11) Le sous-alinéa 63(1)e)(ii) et le paragraphe 63(3) sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002.

105(12) L'alinéa 68(1)g) est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2006.

105(13) L'alinéa 68(1)k) et le paragraphe 68(6) sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

105(14) *The following provisions are deemed to have come into force on April 4, 2007:*

(a) *clause 68(1)(l);*

(b) *section 71, insofar as it enacts subsection 9(2.3) of **The Retail Sales Tax Act**;*

(c) *section 72.*

**Part 10: The Tax Administration and Miscellaneous Taxes Act**

105(15) *Clause 76(a), subsection 86(2) and section 92 come into force on April 1, 2008.*

105(16) *Section 77 comes into force on February 1, 2008.*

105(17) *Sections 85, 87 and 93 are deemed to have come into force on April 4, 2007.*

**Part 11: The Tobacco Tax Act**

105(18) *Section 98 is deemed to have come into force on April 4, 2007.*

**Part 12: Other amendments**

105(19) *Section 104 comes into force on April 1, 2008.*

105(14) *Les dispositions suivantes sont réputées être entrées en vigueur le 4 avril 2007 :*

a) *l'alinéa 68(1)l);*

b) *l'article 71, dans la mesure où il édicte le paragraphe 9(2.3) de la **Loi de la taxe sur les ventes au détail**;*

c) *l'article 72.*

**Partie 10 : Loi sur l'administration des impôts et des taxes et divers impôts et taxes**

105(15) *L'alinéa 76a), le paragraphe 86(2) et l'article 92 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008.*

105(16) *L'article 77 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2008.*

105(17) *Les articles 85, 87 et 93 sont réputés être entrés en vigueur le 4 avril 2007.*

**Partie 11 : Loi de la taxe sur le tabac**

105(18) *L'article 98 est réputé être entré en vigueur le 4 avril 2007.*

**Partie 12 : autres modifications**

105(19) *L'article 104 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008.*